

REPUBLIQUE D'HAITI

Repiblik D’Ayiti

MINISTERE DE L’AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

(MARNDR)

HAITI :

PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE

(PNIA 2016-2021)

Novembre 2016.

Ce Plan est produit selon un processus participatif sous la conduite d’une

Equipe de Consultants composee de:

Jean-Edgard JEANNITON, Chef de Mission

Alex BELLANDE, Consultant d’appui

Budry BAYARD, Consultant associe

Jean Chesnel JEAN, Consultant associe.

SOMMAIRE

Pages

Liste des Sigles 4

[Liste des Tableaux 6](#bookmark4)

INTRODUCTION 7

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L’ELABORATION D’UN NOUVEAU PLAN

[NATIONAL D’INVESTISSEMENT AGRICOLE 9](#bookmark6)

1. [ANALYSE DE LA SITUATION DU SECTEUR AGRICOLE 11](#bookmark8)
   1. [L’environnement global 11](#bookmark10)
   2. [Le secteur agricole 13](#bookmark12)
   3. [Les enjeux et defis 16](#bookmark14)
2. [APPROCHE STRATEGIQUE 17](#bookmark16)
3. AXES STRATEGIQUES D’INTERVENTION ET ACTIONS PRIORITAIRES A

METTRE EN ffiUVRE 19

1. INFRASTRUCTURES AGRICOLES ET AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS
2. 2. DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS VEGETALES, ANIMALES ET DE LA PECHE
3. SERVICES AGRICOLES
4. [EVALUATION DES BESOINS EN FINANCEMENT 32](#bookmark40)
5. [PLAN INDICATIF DE FINANCEMENT 34](#bookmark42)
6. ANALYSE FINANCIERE DU PNIA 2016-2021 38
   1. [Analyse financiere sommaire 38](#bookmark44)
   2. [Analyse de sensibilite 39](#bookmark46)
7. [MECANISMES DE MISE EN ffiUVRE 40](#bookmark48)
8. [PILOTAGE ET SUIVI-EVALUATION DU PNIA 41](#bookmark50)
   1. [. La Coordination 42](#bookmark52)
   2. [Le Suivi-evaluation 43](#bookmark58)
9. [STRATEGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES. 49](#bookmark64)

[BIBLIOGRAPHIE 51](#bookmark66)

[ANNEXES 53](#bookmark68)

Annexe 1 : Budget detaille du PNIA 2016 - 2021 54

[Annexe 2 : Liste des Personnes Rencontrees 57](#bookmark70)

LISTE DES SIGLES

AFD : Agence Frangaise de Developpement

BAC : Bureau Agricole Communal

BID : Banque Interamericaine de Developpement

BM : Banque Mondiale

CIRAD : Centre International de Recherche Agronomique pour le Developpement

CNSA : Commission Nationale de la Securite Alimentaire

DDA : Direction Departementale Agricole

FAO : Fonds des Nations-Unies pour l’Alimentation et l’Agriculture

FIDA : Fonds International pour le Developpement Agricole

GAFSP : Global Agriculture and Food Security Program

GOH : Gouvernement Haitien

MARNDR: Ministere de l’Agriculture, des Ressources Naturelles et du Developpement Rural

MCI : Ministere du Commerce et de 1’Industrie

MEF : Ministere de l’Economie et des Finances

MPCE : Ministere du Plan et de la Cooperation Externe

ODVA : Organisme de Developpement de la Vallee de l’Artibonite

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PARDNH: Plan d’Action pour le Relevement et le Developpement National d’Haiti

PIP : Programme d’Investissement Public

PMDN : Projet de Mitigation des Desastres Naturels

PNIA : Plan National d'Investissement Agricole

PPI 3 : Projet de Petit Perimetres Irrigues (3e phase)

PROGEBA : Projet de Gestion du Bassin versant Artibonite

PSDH : Plan Strategique de Developpement d’Haiti

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

PTRA : Programme Triennal de Relance Agricole

PTTA : Projet de Transfert de Technologies aux Agriculteurs

RESEPAG : Projet de Renforcement des Services Publics Agricoles

SECAL : Projet de Securite Alimentaire

TDR : Termes de Reference

UE : Union Europeenne

UEP : Unite d’Etudes et de Programmation

UPISA : Unite de Promotion des Investissements dans le Secteur Agricole.

***Tableau No 1***

***Tableau No 2***

***Tableau No 3 d’intervention***

***Tableau No 4 (‘000 USD)***

***Tableau No 5***

***Tableau No 6***

***Tableau No 7***

LISTE DES TABLEAUX

***: Quelques indicateurs globaux***

***: Quelques indicateurs lies au secteur agricole***

***: Repartition des couts de financement du PNIA 2016-2021 par axe***

***: Repartition du budget du PNIA 2016-2021 par source de financement***

***: UEP et USAI dans le suivi d’impact***

***: UEP, USAI, DDA dans le suivi d’execution***

***: Indicateurs d’impact***

***INTRODUCTION***

*Le secteur agricole joue un role cle dans l’economie nationale en contribuant a la recherche de la securite alimentaire, du redressement economique et de la stabilite sociale. Ce secteur important merite d’etre redynamise et modernise afin de pouvoir repondre adequatement aux attentes des producteurs et des consommateurs. Les Gouvernements qui se sont succede a la tete du pays ces dernieres annees ont compris qu’un appui special est necessaire au secteur pour lui redonner sa vitalite et la mettre en situation de contribuer a la croissance economique et a la reduction de la pauvrete. Cela suppose l’elaboration de politiques et de programmes clairs s'inscrivant dans une perspective structurante d'augmentation significative et durable de la production agricole en conformite avec la politique de developpement agricole nationale. C’est dans cette optique qu’il faut placer l’elaboration de ce nouveau Plan National d’Investissement Agricole (PNIA 2016 - 2021. Ce PNIA s ’etencamt sur laperiode 2016 - 2021 est produit a la demande du MARNDR par un groupe de Consultants haitiens connaissant bien le secteur agricole et ayant une experience eprouvee de l’analyse des politiques agricoles. Le contenu du present document est en fait le resultat d’un travail de concertation, de partage d’informations et de discussions avec les principales institutions partenaires, les responsables et cadres techniques du Ministere de l’Agriculture, des Ressources Naturelles et du Developpement Rural (MARNDR), tant du bureau central que du terrain et d’autres acteurs impliques dans le developpement agricole. Les actions proposees dans ce nouveau Plan d’investissement pour le secteur agricole se basent essentiellement sur le document de politique agricole du Ministere qui s’inscrit dans une vision a long terme d’une agriculture :*

* *moderne, fondee sur l’efficacite et l’efficience des exploitations familiales et la promotion des entreprises agricoles grace a l’implication du secteur prive ;*
* *productive et competitive sur le marche local et sur le marche international, permettant d’assurer la securite alimentaire de la population ;*
* *procurant des revenus decents a ses actifs ;*
* *respectueuse de l’environnement*
* *degageant des excedents pour le fonctionnement des entreprises agro-alimentaires*

*Ce plan national d’investissement agricole reste scrupuleusement en adequation avec les orientations de la politique de developpement agricole et est articule autour de trois axes principaux d’intervention :*

* *Les infrastructures agricoles et l’amenagement des bassins versants, visant d’abord la maitrise et la valorisation de l’eau en plaine et en montagne*
* *Le developpement des productions vegetales, animales et de la peche, incluant un ensemble d’appuis directs pour l’augmentation de la production dans ces filieres*
* *Les services agricoles, creant un environnement favorable pour l’investissement, et le renforcement institutionnel, pour une meilleure gouvernance et une plus grande efficacite des investissements publics dans le secteur.*

*Le tableau de la page suivante presente de maniere sommaire le budget du Nouveau PNIA et les montants globalement requis pour la mise en wuvre des projets et activites dans le cadre de ces trois grands axes d’intervention.*

*Repartition des couts de financement du PNIA 2016-2021 par axe d’intervention*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Interventions** | **Total financement requis (‘000 USD)** | **%** |
| **1. Infrastructures agricoles et amenagement de bassins versants** |  |  |
| 1.1. Irrigation | 283,500.00 | 36 |
| 1.2. Amenagement de bassins versants | 140,706.89 | 18 |
| **2. Developpement des productions vegetales, animates et de la peche** |  |  |
| 2.1. Elevage | 51,500.00 | 6 |
| 2.2. Aquaculture et peche | 30,647.50 | 4 |
| 2.3. Production vegetale (y compris outillage et equipements) | 120,328.50 | 15 |
| 2.4. Appui a la commercialisation et a la transformation | 46,500.00 | 6 |
| **3. Developpement des services publics agricoles** |  |  |
| 3.1. Recherche, formation et vulgarisation | 67,644.49 | 8 |
| 3.2. Protection sanitaire | 24,821.93 | 3 |
| 3.3. Financement de l’agriculture | 25,000.00 | 3 |
| 3.4. Renforcement institutionnel | 5,625.00 | 1 |
| **Total** | **796,274.31** | **100** |

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L’ELABORATION D’UN NOUVEAU PLAN NATIONAL D’INVESTISSEMENT AGRICOLE

**I-**

C’est suite au constat de la fin du Plan National d’Investissement Agricole 2010 - 2016 et a une evaluation formelle de la mise en reuvre de ce plan, que Ministere de l’Agriculture, des Ressources Naturelles et du Developpement Rural se propose d’elaborer un Nouveau PNIA.

Le Plan National d’Investissement Agricole 2010 - 2016 a servi de repere pour la mise en place de diverses activites dans le secteur agricole, a conduit au financement et a la mise en reuvre de plusieurs projets de developpement et a permis l’obtention de financements additionnels pour certains projets.

Suite a son evaluation, suite a l’analyse de la perception des acteurs, des cadres et des partenaires par rapport au plan, suite a la mise en evidence des points importants et des lacunes ayant trait notamment a l’elaboration et a la mise en reuvre du PNIA, certaines deductions se sont imposees :

* Il semble bon de repeter la premiere tentative en s’efforgant de l’ameliorer aux trois etapes essentielles de l’elaboration, de la diffusion et de la mise en reuvre.
* Il appert aussi que le pays et le secteur ont besoin d’un cadre strategique pour adapter le financement des activites de developpement agricole aux besoins reels du terrain ainsi qu’aux priorites et grandes lignes d’actions definies par le Ministere de l’Agriculture.
* Il semble enfin que l’existence du Plan National d’Investissement Agricole est une condition essentielle pour l’eligibilite et l’acces a certains fonds et devient alors une exigence de la plupart des bailleurs.

Ces arguments portent a croire qu’il est pertinent et necessaire d’envisager l’elaboration d’un nouveau PNIA.

Le nouveau document sera elabore pour une periode de cinq (5) ans, allant de 2016 a 2021.

Ce nouveau PNIA est produit dans un contexte local marque par :

* Des elections presidentielles et legislatives en Haiti organisees en novembre 2016 avec des incertitudes sur la date precise de la tenue de ces joutes, des possibilites de report de date et des risques lies a l’insecurite ambiante et a des menaces de violences.
* La reduction des appuis budgetaires et des aides au developpement. A l’attention dont a beneficie Haiti de la part des donateurs suite au seisme de 2010 fait suite une certaine « fatigue ». et une reduction des volumes d’aide par rapport a la situation prevalant lors de l’elaboration du plan d’investissement precedent.
* Le passage du Cyclone Matthew ayant frappe le pays et particulierement les departements de la Grande Anse, du Sud et des Nippes, causant globalement des degats materiels importants de l’ordre de 1.9 milliard de dollars US et de lourdes pertes dans le secteur agricole estimees a 560 millions de dollars US, soit quelque 29,47% de la valeur totale des pertes enregistrees. Cet ouragan a produit des effets desastreux sur l’environnement, sur la production agricole et des prejudices graves pour le secteur agricole, avec des risques d’inondations tres eleves et une aggravation de la situation de denuement et de pauvrete des populations affectees.
* Une certaine compassion internationale qui s’est manifestee suite au seisme de 2010, et recemment apres le passage du cyclone Matthew au debut d’octobre 2016 et aux inondations du dernier trimestre de 2016 : on observe une certaine sensibilite de la part de certains bailleurs pour attenuer les catastrophes et tenter d’apporter un appui a la rehabilitation. La cooperation bilaterale se manifeste aussi notamment a travers la mission taiwanaise, la cooperation espagnole, la cooperation nipponne ou la cooperation suisse....

En outre, le contexte local est caracterise par les mutations rapides qu’a connues le milieu rural ces dernieres annees, notamment :

* Une amelioration significative des facilites de transport routier (Centre, Nord-Est, Grande-Anse)
* Un marche urbain croissant pour les productions perennes et pluriannuelles : fruits, banane, produits de la canne, bois d’^uvre, bois de chauffe
* Les changements climatiques : augmentation des temperatures et variations inter et intra- annuelles plus importantes dans la pluviometrie
* L’extension de la petite delinquance en milieu rural
* La fragilisation des systemes agroforestiers avec le developpement de maladies, notamment sur le cafe et les agrumes mais aussi sur la banane et l’igname
* Une reduction probable dans les niveaux de financements externes..

Ce nouveau Plan National d’Investissement Agricole 2016-2021 est produit dans un contexte international febrile marque notamment par : (i) un changement de Secretaire General au niveau des Nations-Unies dont relevent le PNUD et la FAO, partenaires importants d’Haiti en ce qui concerne le developpement du secteur agricole, avec la probabilite de nouvelles orientations, de nouvelles strategies ou de nouvelles consignes ; (ii) une situation socio-politique delicate au Venezuela, avec des possibilites de remise en question ou de renegociation sur le Petrocaribe et des consequences nefastes sur le financement de certaines activites ou projets concernant le secteur agricole ; (iii) des elections presidentielles americaines en novembre 2016 ; (iv) des elections presidentielles frangaises en mai 2017... Les possibilites de changement de leadership au niveau de ces institutions ou pays, habituels partenaires du developpement en Haiti et du developpement agricole en particulier, du fait d’eventuels nouveaux positionnements ou de nouvelles consignes, risquent de provoquer des nuances dans les modes de cooperation, dans les choix d’orientations des programmes, et des incertitudes quant a l’application reelle des plans de developpement adoptes.

Ce nouveau document de PNIA est produit donc dans un contexte national et international globalement volatile et presentant des ouvertures pour des reajustements au fur et a mesure de son application. Neanmoins, il a l’avantage de prendre en compte les attentes et besoins du terrain, les propositions des acteurs-cles du terrain, ainsi que les positions des partenaires du secteur.

II. ANALYSE DE LA SITUATION DU SECTEUR AGRICOLE[[1]](#footnote-2)

* 1. L’environnement global

La population haitienne est estimee en 2015 par l’lHSI a 10.9 millions d’habitants dont 47% en milieu rural, soit plus de 5 millions. Le taux de croissance annuel de la population est estime a 1.5%. De maniere generale, chaque annee environ 150 000 jeunes arrivent sur le marche du travail.

L’ensemble des indicateurs economiques, sociaux, politiques et environnementaux positionnent Haiti comme le pays le moins performant et le plus vulnerable dans la region (voir tableau ci- dessous)

Haiti est le 5e pays parmi les mal classes sur un total de 148 en terme de l’importance et de la qualite de ses infrastructures economiques : routes, ports, aeroports, communications). Le reseau routier carrossable estime a 4000 km constitue a peu pres 1/3 du reseau total. Les depenses publiques d’education au cours de la derniere decennie representent seulement 2.5% du PIB contre 4.7% comme moyenne regionale. En matiere de gouvernance l’indicateur[[2]](#footnote-3) affiche une valeur de -1.5 contre +1.5 par exemple pour un pays comme la Barbade.

*Tableau No 1: Quelques indicateurs globaux*

|  |  |
| --- | --- |
| **Indicateurs** | **Niveau** |
| Population totale | **10.9 millions** |
| Population rurale | **47%** |
| Taux annuel de croissance de la population | **1.5%** |
| Indicateurs de l’Etat des infrastructures (2012-2013) | **2.2** |
| Depenses publiques d’education/PIB (1996-2013) | **2.5%** |
| Indicateur de gouvernance (1996-2013) | **(-1.5)** |
| Ratio (credit distribues / depot regus) | **40%** |
| Taux d’ouverture de l’economie (2013-2014) | **70%** |
| Ratio Importations alimentaires/sur exportations agricoles (2011-2012) | **50** |
| PIB total per capita /jour (US) (2011-2012) | **1,2** |
| Indice de Gini[[3]](#footnote-4) (2012) | **68.8%** |
| Taux de prevalence sous-alimentation de la population | **50%** |

Sources : Elaboration propre a partir de donnees de I’lHSI, Michel Benoit Cattin, et Thierry Giordano -Etude BID, 2016

Quant au financement des activites economiques, le pays detient le plus bas ratio[[4]](#footnote-5) de credits distribues sur depots regus : 40%. Celui de la Republique Dominicaine, par exemple, est de contre 131% (Geert van Vliet, 2016). L’economie haitienne est aussi la plus liberale de la region avec un taux d’ouverture de 70%. L’essentiel des exportations haitiennes (85%) provient de l’industrie textile. Pour l’exercice 2011-212, le pays importait en valeur 50 fois plus qu’il exportait (Geert van Vliet, 2016).. Les deficits annuels au niveau de la balance commerciale sont devenus presque structurels depuis plus de 40 ans ; 127 milliards de gourdes pour l’exercice 2012-2013.

Avec un PIB *per capita* de 1,2 US par jour, Haiti figure, sans conteste, parmi les pays plus pauvres du monde. Plus de 50% de la population vivent en etat de sous-alimentation. Il demeure aussi le pays avec le plus d’inegalites dans la region : coefficient de Gini de 68.8%) en comparaison a 45.7% en Republique Dominicaine. L’indice de risque climatique, a long terme de Germann Watch, place Haiti en troisieme position des pays les plus exposes aux chocs naturels.

***Il ressort que la precarite de l’environnement economique, les manques d’infrastructures et leur faible qualite, la faiblesse de l’education, la mauvaise gouvernance limitent les investissements et constituent un frein a l’innovation. Aussi, les inegalites sociales existantes empechent grandement la dynamisation et la croissance de l’economie nationale.***

* 1. Le secteur agricole

Le secteur agricole represente 22% du PIB national. Il contribue a 68% de 1’emploi total national. De par ses diversites agro-ecologiques, on repertorie au niveau national 14 types de milieux productifs. Ce qui permet d’avoir des recoltes pratiquement toute l’annee. Le secteur presente un potentiel de developpement enorme pour des productions vegetales, animales, piscicoles ainsi que pour l’agrotourisme.

***Tableau No 2 : Quelques indicateurs lies au secteur agricole***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Rubrique** | **Indicateurs** | **Niveau** |
| **Poids dans 1’economie globale[[5]](#footnote-6)** | Poids dans le PIB | 20.2% |
| Contribution a l’emploi total | 68% |
| **Donnees de base[[6]](#footnote-7)** | Superficie cultivee (ha) | 986 850 |
| Topographie (proportion de plaine) | 1/3 |
| Nombre d’exploitations | 975 500 |
| Nombre de Parcelles | 1212412 |
| Taille moyenne des exploitations (ha) | 0.9 |
| Personnes a charge par actif | 3.5 |
| Superficie irriguee (ha) | 70000 |
| Superficie irrigable (ha) | 150 000 |
| Mode de Faire valoir des parcelles | 77 % |
| **Echanges[[7]](#footnote-8)** | Droits de douane Haiti (produits agricoles sauf viandes et abats de volailles = 25%) | Moins de 5% |
| Importations produits agricoles et derives (2011-2012) | 1,15 milliards (Gdes) |
| **Gouvernance[[8]](#footnote-9)** | Poids budget national | Moins de 10% en general |
| Poids fonctionnaire agricole/Fonctionnaires totaux (national) | 1.8% |
| Ratio cadres /exploitants agricole | 1/10 000 |
| **Performance[[9]](#footnote-10) economique** | Productivite de la terre[[10]](#footnote-11) (2013) | Environ 563 US |
| Productivite du travail[[11]](#footnote-12)/actif | 200 US |

Source : Elaboration propres a partir de sources diverses

Selon le dernier recensement 2009 environ 36% de la superficie totale du pays seraient occupees par l’agriculture. Environ un million d’exploitants agricoles s’adonnerait a cette activite pour une taille moyenne d’environ hectare par exploitant. Seulement 0,5% des exploitations recensees accederaient a plus de 5 hectares par exploitation totalisant une superficie cumulee de moins de 5% du total. L’indice de Gini calcule a partir des donnees du recensement de 2010 donne une concentration moyennement elevee de 0.46. Il existe donc une distribution fonciere moyennement inegalitaire au niveau du pays avec de petites exploitations agricoles mais aussi une absence de concentration fonciere comme c’est le cas de nombreux pays de la region.

Chaque actif aurait a sa charge 3.5 personnes. Le faire valoir direct dominerait la tenure des parcelles exploitees (77%), le metayage concernerait 10% des parcelles exploitees alors que 8% des parcelles exploitees le sont grace a des contrats de fermage. Le metayage predomine dans les plaines cotieres et interieures (reputees terres les plus fertiles). Toutefois, 1’indivision, le metayage, l’irregularite dans la duree des baux et divers foyers de conflits latents au niveau du pays constitueraient des handicaps pour une mise en valeur efficace des terres agricoles.

Seulement 7% de la superficie cultivee seraient irriguees et avec un potentiel d’irrigation pour encore une proportion de superficie identique. Un total de 140 000 exploitations (environ 15% du total) aurait recours a l’irrigation a des degras divers. L’irrigation gravitaire classique est de loin la plus pratiquee. L’agriculture est donc relativement pluviale.

Moins de 5% des menages ruraux disposent d’un acces facile a des routes revetues et seulement un tiers a des routes en terre. Ceci contribue a l’enclavement des zones de production. Et en absence de structure transformation, de stockage et de conditionnement, les pertes post-recoltes sont estimees a environ 30% alors que la baisse de ces pertes de moitie aurait les memes effets qu’une augmentation de 20% des rendements (Payen, 2016).

Consequemment au taux d’ouverture du marche relate plus haut, les exportations agricoles haitiennes sont relativement faibles avec environ 50 millions US par an. Les produis agricoles exportees sont les huiles essentielles, les fruits tropicaux, le cacao, le cafe, les crustacees. A l’oppose, les importations haitiennes constitutes essentiellement de produits agricoles et derivees totalisent plus d’un milliard de dollars annuellement. Ce desequilibre commercial est en partie favorise par l’absence de gouvernance relatee plus haut dont l’inexistence en place d’une politique tarifaire protectrice et strategique. Par exemple, les droits de douanes appliques par Haiti, sont largement en dessous des tarifs moyens pratiques (35%) par les pays de la CARICOM.

Comme pour le reste de l’economie, le secteur agricole souffre d’un deficit reel de financement. La part du budget public consacre a l’agriculture dans le budget total a ete pendant longtemps inferieur a 5%. Au cours de ces deux derniers exercices, une certaine amelioration y a ete apportee. Pour 2015-2016, le budget agricole a ete d’environ 11 milliards de gourdes, soit 9.7% du budget national. Mais d’une maniere generale, les donateurs dominent t res nettement le systeme public de financement des investissements en agriculture, atteignant en moyenne 75 millions de dollars par an sur la periode 2010-2014, contre moins de 10 millions pour le MARNDR pour la meme periode.

Au niveau des banques, le credit octroye au secteur agricole n’a pratiquement jamais depasse 2% du total et se limite generalement a financer la recolte ou la commercialisation et non la production. « *L ’analyse globale des flux financiers a l’agriculture montre clairement que les agriculteurs, quoique pauvres, sont les premiers financeurs du secteur. En estimant la valeur monetaire de l’ensemble du financement effectue par un agriculteur moyen (orce de travail comprise) a un intervalle de 1000 a 1500 dollars par an, le million d’agriculteurs recenses aurait investi au moins un milliard de dollars dans l’agriculture lorsque le credit octroye par les banques tourne autour d’un million de dollars et celui offert par la microfinance est encore*

*moindre le systeme financier actuel n’est pas adapte aux besoins de developpement de*

*l’agriculture haitienne*. (Giordano, 2015)»

La problematique environnementale est reelle. Soixante-cinq pour cent (65%) des terres cultivees sont essentiellement situees sur les mornes avec des pentes superieures a 20% et ou 85% des bassins versants sont degrades. Avec un regime tropical des pluies avec averses de grande intensite, la principale consequence de cette situation est l’erosion des sols, dont resulterait une perte annuelle de productivite qui est estimee entre 0,5 et 1,2 %. D’autre part, « Les variations du regime pluviometrique, de la temperature, de la frequence des tempetes tropicales sont parmi tant d’autres signaux climatiques observes a travers le pays. Les scenarios etablis en Haiti montrent d'ici a 2030 un accroissement de la temperature (de 0.80C a 10C), une diminution de la pluviosite annuelle de 6 a 20%, un decalage de la saisonnalite des pluies et une augmentation du niveau moyen de la mer et une perte annuelle de productivite qui est estimee entre 0,5 et 1,2 %.

En raison des changements climatiques, il est annonce des pertes enormes pour le secteur agricole. A 1’horizon de 2025 les rendements agricoles connaitront des pertes significatives (18% par exemple pour la banane). Le PIB projete en 2025 serait de 4,38 milliards USD, donc le cout du changement climatique en 2025 serait equivalent a 438 millions USD pour le secteur agricole (Bueno et al, 2008), soit 10% du PIB de la meme annee alors que la somme actualisee des investissements en 2025 dans une politique au changement climatique dans le secteur est estimee a 138 millions. Le cout de l’inaction, c’est-a-dire la difference entre le cout des dommages et le cout de mise en place de cette politique serait d’environ 300 millions US en 2025 (Vincent et al, 2016).

L’autre probleme majeur dans la gouvernance est la faiblesse des ressources humaines dediees au secteur. Le personnel est insuffisant et avec une faible presence au plus pres des agriculteurs caracterise par une deficience *en services et conseils techniques.* Sur les 1807 agents du MARNDR (1209 fonctionnaires, 392 contractuels remuneres par le tresor et 206 contractuels impliques dans des projets), 57 % sont localises au niveau central, 23% dans les Directions Departementales de l’Agriculture (DDA) et 19 % dans les BAC. La moyenne d’age, 50 ans, est la plus elevee de la fonction publique.

Le secteur souffre d’un manque de coordination entre les divers intervenants. Cette absence se retrouve meme au sein de l’Etat avec des interferences entre divers Ministeres sectoriels et au sein du MARNDR avec une centralisation des strategies. Cette faible articulation entre divers intervenants (Etat, ONG, Universites, ecoles professionnelles, entreprises, cooperatives) implique un secteur en panne d’innovations techniques et economiques adaptees, productives et durables.

S’agissant d’innovations, les depenses en Recherche et Developpement en Haiti sont quasiment inexistantes (inferieures a 0,01% du PIB) selon Pressoir (2016). Les enseignants-chercheurs sont rares au sein des universites Haitiennes. Les cours sont en regle generale donnes par des enseignants (ou charges de cours) qui ne sont pas rattaches a un laboratoire de recherche (et qui n’ont pas de programme de recherche). D’une maniere globale, il n’existe pas de service de vulgarisation agricole aupres des producteurs. De ce fait, les paysans, evoluant dans un contexte d’emiettement de leurs surfaces cultivees, de la baisse accrue de la fertilite des sols et de vulnerabilite aux aleas et aux changements climatiques (degenerescence des especes, maladies) ne disposent pas de paquets techniques pour optimiser les faibles moyens de production dont ils disposent.

***Sous I’effet conjugue de divers facteurs dont les defaillances des politiques publiques vis-a-vis du pays en general et de l’agriculture en particulier, le secteur affiche le niveau performance leplus faible de la region avec uneproductivity de la terre de 563US/ha et d’une remuneration annuelle de 200 US par actif contre globalement 12 fois plus en Republique Dominicaine (Geert van Vliet, 2016).***

***Vu la faiblesse des innovations techniques et technologiques dans le secteur et le peu developpement du segment de la transformation, l’absence quasi-total du credit bancaire, l’agriculture a tres peu d’effets d’entrainement sur le reste de l’economie. De ce fait l’agriculture haitienne n’estpas competitive malgre des avantages comparatives certains sur les marches tant nationaux qu’internationaux et n’arriventpas a jouer role dans l’economie nationale et la preservation des ressources naturelles.***

* 1. Les enjeux et defis

Le secteur agricole qui devra pouvoir a: (i) nourrir une population urbaine croissante ; (ii) offrir des emplois aux chomeurs et aux nouveaux venus ; (iii) mobiliser et preserver les terres agricoles ; (iv) Conduire des innovations pour ameliorer la productivite du travail en ameliorant la productivite de la terre ; (v) preserver les especes vegetales et animales natives et

performances ; (vi) produire plus d’aliments de meilleure qualite.

Les degats causes par l’ouragan Matthew ont encore aggrave les conditions de production et le capital naturel du secteur. Les pertes au niveau des structures de production et des cultures sont estimees a environ 583 millions US (MARNDR, 2016). Et depuis pres de 20 ans, il y a une recurrence de catastrophes naturelles (inondation, secheresse, cyclone, seisme) avec d’enormes consequences a chaque fois sur le secteur agricole.

Toutefois, le *momentum* demeure globalement favorable pour que le secteur agricole joue son role dans la croissance de l’economie nationale et dans la protection de l’environnement. Globalement c’est un marche national de plus d’un milliards de dollars qu’il va falloir conquerir. Au vu du niveau eleve du cout de l’inaction sur l’environnement et sur la population nationale, il y a lieu d’agir vite.

De plus, dans le cadre du COP21, l’Etat haitien a pris pour les quinze prochaines annees un certain nombre d’engagements[[12]](#footnote-13) en vue de l’adoption de politiques de developpement adaptees aux changements climatiques et permettant de reduire de 31% ses emissions de Gaz a Effet de Serre. Quatre (4) des cinq (5) enjeux prioritaires identifies ont des liens directs avec le secteur agricole. Citons :(i) la gestion integree des ressources en eau et des bassins versants ; (ii) la gestion integree des zones cotieres et la rehabilitation des infrastructures ; (iii) la preservation et le renforcement de la securite alimentaire notamment par le developpement de la bio economie; (iv) l’information, l'education et la sensibilisation.

L’Etat devra done s’atteler a definir des politiques publiques assurant la gouvernance du secteur, la realisation d’investissement durables que dans la production, dans la transformation ainsi que le renforcement des capacites techniques et technologiques (recherche, formations, innovations, infrastructures) et aussi des politiques visant la protection du marche national notamment pour des filieres strategiques. Les actions doivent permettre une augmentation de la productivite de l’agriculture haitienne, le tout dans une dynamique de reproduction durable des ressources ainsi que des familles.

1. APPROCHE STRATEGIQUE

Les orientations strategiques pour le secteur agricole sont definies dans le Plan Strategique pour le Developpement d’Haiti (PSDH). Il s’agit de (i) diversifier l’agriculture et l’elevage; (ii) diversifier la peche et l’aquaculture; (iii) appuyer le developpement industriel; (iv) moderniser et diversifier le secteur des services.

Les interventions dans le secteur agricole se justifient par la necessite de:

* accroitre dans l’immediat l’offre de produits alimentaires et creer des emplois ;
* garantir dans le moyen et le long terme l’offre de produits alimentaires pour la

consommation et l’exportation ;

* proteger l’environnement et reduire l’incidence des catastrophes naturelles sur les

infrastructures productives

Les principes guidant la demarche du MARNDR sont les suivants :

* Le principe d’immediatete : la plupart des actions doivent produire des effets a court terme ;
* Le principe d’articulation et d’imbrication des actions d’urgence par rapport aux actions de relevement et de developpement durable ;
* Le principe de substitution aux importations.

***Trois grands axes d’intervention sont retenus :***

* ***Les infrastructures agricoles et l’amenagement des bassins versants, visant d’abord la maitrise et la valorisation de I’eau en plaine et en montagne***
* ***Le developpement des productions vegetales, animales et de la peche, incluant un ensemble d’appuis directs pour l’augmentation de la production dans ces filieres***
* ***Les services agricoles, creant un environnement favorable pour l’investissement, et le renforcement institutionnel, pour une meilleure gouvernance et une plus grande efficacite des investissements publics dans le secteur.***

Les investissements seront concentres geographiquement sur certains poles de croissance. Ce choix se justifie par la volonte de: (i) eviter la dispersion et le saupoudrage qui ont caracterise les budgets anterieurs; (ii) maximiser les synergies entre les projets pour ameliorer leurs impacts; (iii) reduire les couts administratifs des projets d'investissement et engager le maximum de ressources pour les investissements directs; et (iv) assurer une meilleure coordination technique et une meilleure valorisation des ressources humaines engagees.

Il s’agit de zones (i) dominees par les cinq principaux chateaux d'eau du pays ( 1-Massif du Nord incluant Marmelade, 2- Montagnes Noires, 3- Chaine des Matheux et la chaine du Trou d'eau, 4- Massif de la Selle en passant par les Palmes jusqu'a Miragoane, et 5- le Massif de la Hotte incluant le Plateau de Rochelois; (ii) constituees des differentes plaines alluviales dominees par ces chateaux d'eau; (iii) disposant de ressources suffisantes en sols et en eaux pour valoriser des investissements importants et permettant la creation significative de richesse; (iv) pouvant favoriser l'association des plaines irrigables en vue d'une valorisation intensive et securitaire et des zones de montagne a amenager pour assurer une gestion durable et un approvisionnement regulier en eau; et (v) disposant au prealable d'une infrastructure minimale de transport (susceptible d'amelioration et d'extension) permettant l'acheminement des produits des centres de production vers les centres de consommation qui se retrouvent beaucoup plus au niveau des grandes agglomerations urbaines.

Le Plan d’investissement est elabore egalement en fonction d’un necessaire recentrage du role du Ministere definissant trois types de fonctions :

*Les fonctions qui relevent exclusivemenl de l’Etat:*

* Pilotage ou orientation
* Coordination et concertation des acteurs du secteur
* Negociation et gestion des financements sectoriels
* Maitrise d’ouvrage des projets et programmes de financement public
* Reglementation (definition des normes et reglementations) et regulation
* Controle (application de la reglementation)
* Protection sanitaire

*Lesfonctions quipeuvenl etrepartagees avec d’autres acleurs, maispour lesquelles l’Etat a un role determinant a jouer* :

* Recherche appliquee et diffusion des resultats
* Appui a la structuration des acteurs et des filieres

*Les fonctions dont l’Etat devrait se desengager partiellement ou totalement :*

* Conseil et vulgarisation
* Formation professionnelle
* Gestion des perimetres irrigues
* Medecine veterinaire
* Fourniture des engrais et equipements (semences, engrais, aliments pour betail...)
* Appui a la commercialisation et a la negotiation commerciale
* Credit

1. **AXES STRATEGIQUES D’INTERVENTION ET ACTIONS PRIORITAIRES A METTRE EN ffiUVRE**

***INTERVENTIONS A COURT TERME***

Le passage du cyclone Matthew au mois d’octobre 2016 rend necessaire un ensemble d’interventions a tres court terme afin de relancer la production agricole dans les departements touches. Elles seront conduites sur la periode allant de novembre 2016 a mars 2017.

Les estimations preliminaires des pertes et dommages causes aux productions vegetales, a l’elevage, a la peche et aquaculture et aux infrastructures hydro-agricoles et pistes rurales depassent les 500 millions de dollars des Etats-Unis d’Amerique. Il faudra sortir du cadre des reponses traditionnelles articulees exclusivement autour des travaux de type HIMO et l’acquisition et distribution de semences sans integration au developpement (structurant).

La reponse post-Matthew a ete definie en articulation avec le cadrage budgetaire indique dans le Plan Triennal d’Investissement (PTI) 2017-2019 et les grands chantiers definis dans la programmation sectorielle, les poles de croissance, les zones d’intensification et les chateaux d’eau (zones a proteger ou zone de recharge des nappes et des rivieres).

Vu l'ampleur des degats, il faut envisager une reponse nationale, qui va au-dela des zones affectees, afin de mobiliser au maximum la capacite de production du pays. Il faudra aussi une demarche pragmatique et intelligente d'articulation urgence/developpement pour que les actions d'urgence ne freinent pas les perspectives de developpement mais au contraire les renforcent. Dans le meme temps, des actions d’intensification de la production seront conduites au niveau des zones agricoles a hautes potentialites dans les departements moins touches, dans l’optique des surplus de production qui peuvent redistribuees vers les regions affectees.

Pallier a l'incapacite d'investissement de la majorite des producteurs en finangant des travaux a haute intensite de main d’reuvre (curage des canaux, protection des berges de rivieres..) pour la remise en eau des perimetres, en subventionnant les travaux preparation de sols et l'acces aux intrants, principalement les semences vivrieres et maraicheres pour les prochaines campagnes agricoles. L'injection de numeraire dans les exploitations agricoles va aider a freiner la decapitalisation des producteurs agricoles, en particulier. Une emphase particuliere sera mise sur les cultures a cycle court comme l'epinard, le gombo, le pois congo non photoperiodique, la patate douce, le pois de souche et le haricot. Ces dispositions doivent etre effectives des la campagne d'hiver 2016 et devront egalement s'etendre a la campagne de printemps 2017 sur l'ensemble du territoire.

Les zones affectees ne pourront pas apporter, comme auparavant, leur part a la disponibilite alimentaire du pays. Pour cela, le MARNDR doit faciliter l'intensification des perimetres irrigues en etat dans l'Artibonite, le Nord, le Nord Est, le Centre et l’Ouest. L'intensification agricole sur ces perimetres durant la campagne agricole d’hiver et de printemps devra garantir une meilleure disponibilite alimentaire. Rappelons que ces deux campagnes agricoles representent environ 85% de la production alimentaire nationale.

Il convient d’accompagner les paysans dans la gestion du stock d’arbres (abattus par Matthew) qui jonchent leurs exploitations. Ce stock constitue l’une des rares ressources disponibles presentement dans les exploitations devastees; un appui en materiels et outillages (trongonneuses, scieries mobiles) leur sera accorde pour leur permettre de fabriquer des produits a forte valeur ajoutee (madriers, planches, poteaux, lattes) ; les morceaux a faible valeur seront utilises dans la production du charbon de bois.

Il faudra egalement travailler avec les Partenaires Techniques Financiers (PTF), pour mieux diriger les actions sur le terrain, selon les orientations definies par le MARNDR.

***INTERVENTIONS A MOYEN ETLONG TERME***

Les interventions retenues sont regroupees en trois grandes categories:

* Les infrastructures agricoles et l’amenagement des bassins versants
* Le developpement des productions vegetales, animales et de la peche
* Les services agricoles et le renforcement institutionnel

1. **INFRASTRUCTURES AGRICOLES ET AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS**

Irrigation

Les quatre objectifs specifiques de la politique sous-sectorielle definis par le MARNDR sont :

* Disposer et mettre en reuvre une politique, une strategie et une legislation repondant aux enjeux de developpement et de gestion des infrastructures rurales;
* Garantir durablement la disponibilite en eau par la rehabilitation et construction des infrastructures hydro-agricoles ;
* Assurer une fonctionnalite et une valorisation des perimetres a travers un transfert reussi de leur gestion aux associations d’irrigants ;
* Garantir l’ecoulement des produits grace a un reseau de pistes rurales praticables en tout temps.

Les resultats attendus des investissements dans 1’irrigation sont :

* L’augmentation des rendements
* L’augmentation de l’intensite culturale (nombre de cycles culturaux par an par unite de surface)
* La diversification de la production en faveur de cultures a plus forte valeur ajoutee

A moyen et long terme les interventions seront concentrees sur la creation de nouveaux perimetres. Le document cadre de programmation du MARNDR pour la periode 2015-2018 estime les superficies irrigables par gravite du pays a 111,500 hectares. La superficie irriguee serait de 70.000 hectares, repartis sur environ 250 perimetres dont 35.000 ha. sont consacres a la riziculture et 8.000 ha. a 1’exploitation de la banane. Le potentiel d’accroissement des superficies sous irrigation est ainsi de l’ordre de 40.000 ha, soit de plus de 50%. Les ecarts entre superficie irriguees et irrigables par gravite seraient les plus prononces dans les departements du Nord (9.500 ha.), l’Ouest (7.750 ha.) et le Centre (6.900 ha.).

Par contre, le potentiel de superficies irrigables par les techniques modernes (aspersion, goutte a goutte, pivot, serriculture, etc.) est estime a 400,000 ha, incluant les superficies irrigables par canaux.

Sur la periode 2010-2016, le PNIA prevoyait la construction d’infrastructures permettant d’irriguer environ 10.000 hectares supplementaires. Il s’agissait prioritairement des systemes suivants :

* Le perimetre de Latannerie - Bois de Lance ) Quartier Morin (1 000 ha) ;
* Extension des perimetres de Dubreuil et de Torbeck (1 500 ha) ;
* Les petits perimetres irrigues : de la Vallee de Thomonde,(300 ha), de la plaine de Davy a partir du Barrage des Trois Rivieres (5 000 - 6 000 ha), la 2ieme Plaine de Goave (600 ha), Savane Diane (1 000 ha), ceux dissemines dans le Nord-Ouest.

Les financements alloues sur la periode 2010-2016 ont ete cependant en grande majorite affectes aux travaux de rehabilitation d’anciens systemes et moins de 1.500 hectares de nouveaux systemes ont ete construits. Le plan d’investissement actuel reprend donc cet objectif de 10.000 hectares et prevoit 1,000,000 de m2 de cultures sous serres (serriculture).

Les nouvelles infrastructures seront congues en tenant compte des risques accrus de pluies intenses occasionnant des dommages aux systemes, en s’inspirant des solutions techniques deja experimentees dans le pays.

Des interventions specifiques seront en meme temps mises en reuvre pour valoriser les eaux de surface et les eaux souterraines a faible profondeur par l’emploi de petites motopompes mobiles gerees individuellement pour l’irrigation de petites surfaces de cultures a forte valeur ajoutee. Avec les secheresses repetees des dernieres annees, on observe un grand interet des agriculteurs pour ce type de materiel. Ces actions demarreront d’abord dans les departements du Nord, du Nord-Est et du Centre. Une subvention partielle sera offerte aux acheteurs interesses. L’apport de la recherche et des services de vulgarisation sera important ici pour definir les techniques d’irrigation a la parcelle les mieux adaptees et les cultures et itineraires techniques permettant de bien valoriser l’investissement.

Dans les perimetres rehabilites durant la periode precedente, l’accent sera mis sur 1’organisation du transfert de gestion des perimetres aux associations d’irrigants. Le processus de soumission de la legislation y relative sera relance. Le MARNDR procedera egalement dans ce domaine a la formation de techniciens a l’echelon departmental les habilitant a appuyer les organisations d’irrigants.

Amenagement des bassins versants

Les objectifs poursuivis sont :

1. Ameliorer l'acces a l'eau dans les zones de production agricole (en montagne et en plaine) ;
2. Conserver et ameliorer les surfaces agricoles utiles (SAU) ;
3. Proteger les infrastructures agricoles ;
4. Assurer la production dans les montagnes semi-humides et humides ;
5. Avoir une meilleure connaissance des sols et se disposer d'un instrument d'aide a la decision pour optimiser l'usage des sols ;
6. Lancer l’installation des instruments hydrometriques et collecter les donnees.

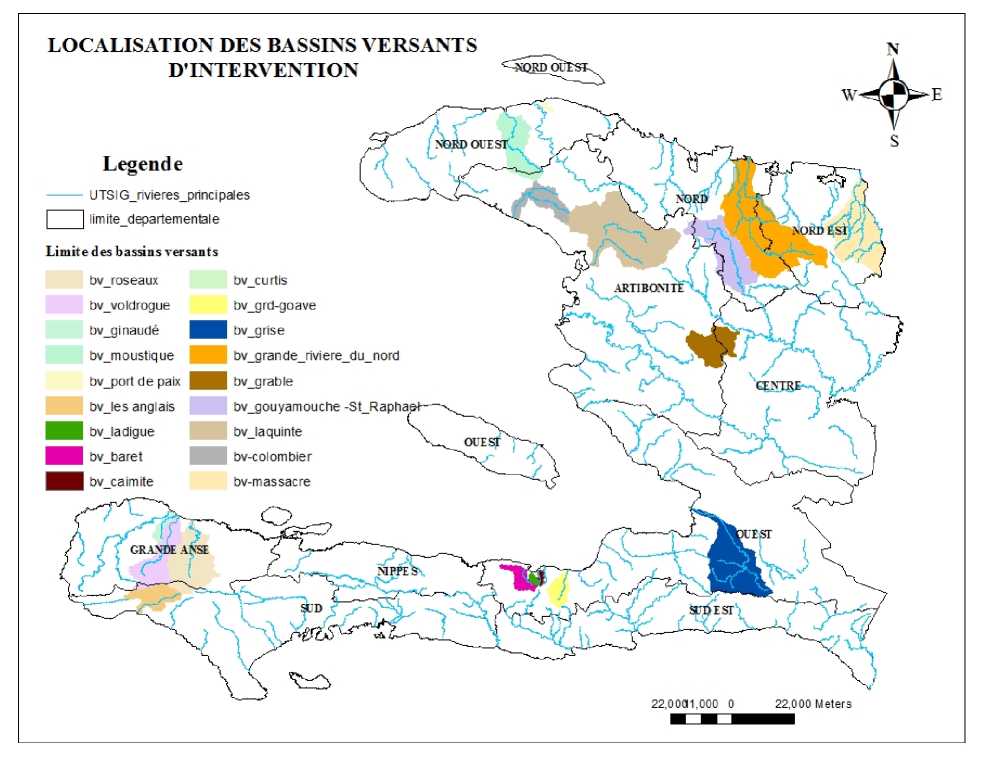
Des financements sont deja approuves par les partenaires financiers dans le Nord, l’Artibonite, le Plateau Central et le Sud pour la poursuite du programme d’incitations pour l’extension de systemes de culture durables. Des sites ont aussi ete identifies et des etudes realisees pour la mise en place de structures de protection dans les ravines et la protection des berges de rivieres. D’autres interventions seront menees dans les cinq poles de developpement agricole definis par le Ministere :

1. Pole 1 (Nord/Nord-Est): Bassin Versant de la Grande riviere du nord, perimetre Latannerie

Bassin versant de l’Artibonite, perimetre de Saint Raphael

Bassin versant Massacre, perimetre Maribaroux ;

1. Pole 2 (Centre/Artibonite) : Bassin versant de l’Artibonite, perimetre Laverdure Bassin versant Colombier, Terre Neuve qui se trouve en amont, Bassin versant La Quinte, perimetre Quinte/Bayonnais/Ennery ;
2. Pole 3 (Ouest/Region Goavienne): Bassin versant riviere Grise, la region des palmes ;
3. Pole 4 (Sud/Nippes/Grand’Anse) : Bassin Versant Guinaudee, Bassin Versant Roseau, bassin versant Voldrogue, Bassin versant Les Anglais ;
4. Pole 5 (Nord’Ouest) : Bassin versant riviere des Moustiques, bassin versant Port de Paix



Le principe guidant le choix des techniques d’amenagement est de developper des structures qui remplissent plusieurs fonctions : augmentation des revenus des producteurs, amelioration de l’infiltration des eaux de pluie, accroissement des disponibilites en eau pour usage domestique et productif en zone de montagne. Les amenagements prevus comprennent :

* 8 571 000 metres lineaires de haies vives productives (canne-a-sucre, ananas, figue

banane) ;

* 5 000 000 de plantules d'essences forestieres et fruitieres mises en terre ;
* 75 000 m3 de seuils en pierre seche dans les ravines ;
* 145 retenues collinaires ;
* 1 100 micro-retenues pour la collecte des eaux de ruissellement dans les ravines ;
* 1 Laboratoire de sol construit et equipe partiellement ;
* 15 instruments hydrometriques achetes, installes et collecte de donnees meteorologique ;
* 23 475 ha. de sols etudies et classes.

Les actions seront mises en reuvre par les Directions Departementales Agricoles (DDA) en grande partie sauf pour la construction du laboratoire de sol, les etudes pedologiques et les mesures hydrometriques qui seront executees par la DRFS et l’unite hydrometeorologique. Pour les lacs collinaires, les sites seront definis par les DDA et les specifications techniques viendront de la DIA. Un total de 400 kms. de pistes de desserte seront aussi rehabilites pour permettre l’evacuation en toute saison des produits dans les zones priorisees pour les amenagements.

Le MARNDR developpera par ailleurs ses capacites de gestion des risques lies aux changements climatiques. Des etudes d’evaluation des risques d’inondation et de modelisation du fonctionnement hydrologique de certains bassins versants seront menees en collaboration avec le Centre National d’Information Geo-Spatiale (CNIGS), le Comite Interministeriel d’Amenagement du Territoire (CIAT), les universites et des firmes privees.

1. **DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS VEGETALES, ANIMALES ET DE LA**

**PECHE**

Elevage

Les interventions seront centrees sur l’amelioration des services de sante animale et de surveillance epidemiologique et le developpement de l’aviculture. Un reseau decentralise de sept centres departementaux de sante animale sera mis en place afin de mieux organiser l’offre de services de proximite aux eleveurs. La priorite sera accordee a la prevention et la lutte contre la maladie de Newcastle, qui occasionne chaque annee des pertes de 20 a 30% des effectifs de volaille, et les maladies affectant le cheptel porcin (peste porcine classique et maladie de Teschen).

Les actions de formation des techniciens et agents de sante veterinaire seront poursuivies. Des mecanismes de paiement partiel des services fournis seront mis au point pour contribuer a la perennisation du systeme de soins. Le programme d’identification du betail sera etendu a travers les comites communaux de sante animale afin de limiter le vol de betail.

En matiere d’aviculture, les progres des dernieres annees dans le segment de production d’reufs et de poulets de chair seront soutenus par un dispositif de formation et d’appui technique, particulierement pour les eleveurs de pondeuses de type semi-intensif (200 a 500 tetes). L’UPISA appuiera les investisseurs d’un niveau superieur dans 1’obtentio n de financement du secteur bancaire. L’objectif est de couvrir 75% de la demande nationale en reufs d’ici 2018 avec un effectif de un million de pondeuses. Pour les poulets de chair, on passera a 500.000 poulets produits par mois, soit 50% du marche.

Les actions d’appui a l’elevage laitier seront poursuivies. Il s’agira de renforcer la mise en place des unites modeles de production laitiere familiale dans les differentes zones agro-ecologique du pays, (avec parcelles fourrageres, point d’eau, station de monte, etc.), privilegier la synergie entre les productions animale et vegetale pour une production mixte de viande et de lait et de maintenir les efforts de formation des eleveurs, cadres et techniciens.

Les actions d’amelioration du cheptel caprin initiees durant la periode precedente seront poursuivies avec la distribution de reproducteurs de race Boer. A travers le FONRED, le Ministere appuiera la recherche et les actions-pilote visant l’integration d’arbres fourragers (moringa, jatropha comestible...) dans les systemes de culture afin de reduire les importations de tourteau de soja.

Aquaculture et peche

Les interventions toucheront autant la peche continentale que l’exploitation des ressources maritimes. Le premier segment a connu un developpement significatif ces dernieres annees grace a des investissements du secteur prive formel. Le Ministere continuera a stimuler ce type d’investissement et a soutenir techniquement ces entreprises. Il appuiera egalement l’aquaculture a l’echelle des exploitations familiales a travers des subventions pour la fouille de 1.500 hectares de bassins piscicoles et la mise en place d’un reseau d’ecloseries dans les departements de l’Ouest, du Centre, de l’Artibonite, des Nippes et du Sud. L’elevage en cages sera developpe dans les principaux plans d’eau naturels du pays. L’objectif vise est une production en aquaculture de 10.000 TM de poisson par an.

La peche maritime est fortement affectee a la fois par la surexploitation des ressources halieutiques, avec l’augmentation du nombre de pecheurs, et la degradation de l’environnement marin (recifs et mangroves). D’importants efforts de structuration du secteur sont necessaires pour renverser la tendance et assurer une exploitation durable des produits de la mer. Une meilleure connaissance des ressources halieutiques est essentielle pour definir les niveaux de prelevements a respecter. La collaboration avec le Ministere de l’Environnement sera renforcee dans ce domaine, particulierement dans les nouvelles aires marines protegees definies. La structuration des pecheurs et la mise a jour de la legislation regissant le secteur sont necessaires pour assurer le controle des prises. Un appui technique et financier sera en meme temps fourni aux pecheurs pour ameliorer leurs techniques de peche, mieux exploiter les ressources au large, limiter la pression sur les zones proches des cotes et developper la chaine de froid. A cet effet, le nombre de dispositifs de concentration de poissons (DCP) installes au large sera porte a 150.

Production vegetale

Le MARNDR a consacre ces dix dernieres annees des montants importants a la subvention directe d’intrants agricoles, engrais et semences particulierement. Si certains resultats positifs ont ete obtenus en termes d’augmentation de la consommation nationale d’engrais, il n’en est pas resulte une augmentation de la production satisfaisante par rapport aux investissements consentis. Les distorsions du marche induites ont conduit a de frequentes ruptures de stocks et les subventions ont cree des situations de rente contraires a la volonte des autorites de faciliter l’acces aux intrants. Le Ministere recentrera done son action sur la creation de conditions favorables a l’emergence d’un secteur prive capable de fournir des intrants de qualite a des prix abordables pour les producteurs et sur une offre de services publics permettant de bien valoriser l’investissement dans l’achat d’intrants a l’echelle des exploitations agricoles. La recherche et la diffusion d’informations occuperont une place centrale.

Dans un delai de deux ans, les subventions sur les engrais seront eliminees en dehors de programmes cibles et limites touchant une region ou une filiere particuliere. La fonction d’approvisionnement du marche en d’engrais sera assumee par le secteur prive. Des investissements prives consequents ont ete effectues dans l’installation d’une usine locale de melange d’engrais qui pourraient contribuer a regulariser et diversifier l’offre de ce produit. Le role des services publics sera d’assurer la qualite des engrais offerts sur le marche avec l’elaboration d’une reglementation appropriee et l’equipement d’un laboratoire de controle de qualite. Le recours a des operateurs prives pour le controle de qualite n’est pas exclu si des installations repondant aux normes sont disponibles. Le dispositif de recherche et de vulgarisation developpera et diffusera d’autre part des recommandations sur l’emploi d’engrais mineraux et organiques qui seront en prise avec les conditions locales et qui permettront d’ameliorer l’efficacite et de limiter les couts d’application.

Le Service National Semencier (SNS) jouera principalement un role normatif. Il definira les normes a respecter pour les semences (produites localement ou importees) mises sur le marche et d’assurer le controle de qualite. La loi sur le sous-secteur semencier sera finalisee et soumise au Parlement. Le SNS assurera egalement la production et la conservation de semences de base et pre-base a travers les centres regionaux de services et des operateurs prives qualifies. L’accent sera mis dans un premier temps sur les varietes adaptees de riz, mat's et haricots cultivees en conditions irriguees, la ou les producteurs sont susceptibles de bien valoriser l’investissement supplementaire dans des semences plus couteuses que les grains couramment disponibles pour les semis. Les groupements de producteurs de semences artisanales constitues continueront a recevoir un appui technique qualifie en matiere de production et de stockage.

L’Unite de Protection Sanitaire definira la liste des produits phytosanitaires autorises afin de proteger la sante des consommateurs et de preserver les possibilites d’exportation de produits. Comme pour les fertilisants, les services de recherche et de vulgarisation produiront et diffuseront des recommandations concernant l’emploi de ces produits et entreprendront un travail de formation des agriculteurs sur leur manipulation.

Outillage et equipement agricole

Avec l’augmentation du cout de la main d’reuvre agricole et des risques de secheresse accru s, la demande pour le materiel de culture et d’arrosage mecanise s’est developpee. Le Ministere accompagnera ce mouvement en offrant des subventions a l’equipement (charrues a traction animale, motoculteurs, motopompes mobiles) et des programmes de formation a l’utilisation et a l’entretien du materiel. Des subventions seront offertes egalement pour l’acquisition d’equipements de stockage a l’echelle des exploitations agricoles. Le MARNDR contribuera en meme temps a la definition de produits financiers adaptes. Il se desengagera cependant des mecanismes d’appui mis en reuvre dans le passe consistant a gerer directement un parc de materiel ou a distribuer gratuitement des equipements a des groupements de producteurs. L’entretien du materiel n’est pas garanti dans ces conditions et la rentabilite de ce type d’investissement public est faible. L’offre d’equipements sera assuree par des distributeurs prives. La creation d’un reseau de mecaniciens et forgerons qualifies sera egalement entreprise en collaboration avec les firmes commerciales et les entreprises sociales actives dans le domaine.

Commercialisation et transformation

Dans le domaine de la commercialisation, l’accent sera mis sur l’entretien et l’extension du reseau de pistes rurales reliant les zones de production des poles de developpement identifies et les grands axes routiers menant aux principaux centres de consommation urbains. La preoccupation premiere est d’assurer le mouvement des vehicules en toute saison sur ces pistes a travers des ouvrages d’art dans les passages critiques pouvant bloquer la circulation des marchandises en saison pluvieuse. Une des priorites sera d’assurer le mouvement des produits dans les regions de production de mangue, de vetiver et de cacao pour l’exportation (Artibonite, Centre, Sud, Grande Anse, Nord, Nord-Ouest). Le reseau de chemins muletiers et de pistes accessibles aux motocyclettes sera egalement etendu.

La securite alimentaire et nutritionnelle de la population passe par la mise en place d’un programme de stocks alimentaires strategiques pouvant garantir aux producteurs des marches et des prix pour leurs productions. Ce programme devra servir de levier pour l’amelioration de la production alimentaire nationale, garantir des prix stables toute l'annee et constituer des stocks d'aliments qui serviront aussi bien en cas de crise alimentaire que lors des catastrophes naturelles et penuries alimentaires dans certain points du pays.

Pour faire face a la croissance rapide de la population urbaine, des investissements consequents dans les infrastructures physiques des marches urbains seront effectues. A la capitale particulierement, deux nouveaux marches de gros aux entrees Nord et Sud de la ville devront etre construits pour decongestionner les aires de marche existantes, assurer un entreposage adequat des produits et ameliorer les conditions sanitaires pour la vente aux consommateurs. Parallelement, la collaboration avec les instances municipales et la police sera renforcee sur les principaux marches urbains et ruraux afin de limiter l’activite des reseaux d’extorsion qui grevent le revenu des intermediaries et poussent les couts de commercialisation des produits agricoles a la hausse.

Pour ce qui est des circuits de produits d’exportation, un dispositif de veille des marches internationaux et d’identification de nouvelles opportunites commercials sera mis en place en collaboration avec le Ministere du Commerce et de 1’Industrie et des mecanismes de diffusion de l’information aux acteurs concernes du secteur prive et cooperatif sera etabli.

Le secteur de transformation des produits agricoles locaux en Haiti est faiblement developpe. En raison de la faiblesse du pouvoir d’achat des consommateurs, la transformation se fait surtout a domicile. Deux types de produits font cependant exception, les cereales et la canne a sucre, qui sont transformes surtout dans de petites installations artisanales mecanisees disposant d’equipements motorises ou a traction animale. Le segment de transformation de la canne sera appuye techniquement et financierement pour l’amelioration de l’equipement et des procedes de conditionnement afin d’augmenter l’offre de produits de substitution au sucre importe (sirop de bouche pour la consommation et sucre artisanal). Le maintien en activite de ce secteur presente par ailleurs des benefices environnementaux et est un element important des systemes d’elevage. La canne est en effet presente dans de nombreuses zones de montagne et ses sous-produits assurent l’alimentation du betail de trait et de transport en saison seche.

Le secteur naissant de production de cacao fermente de qualite pour l’exportation recevra egalement l’appui necessaire en expertise specialisee dans les procedes de transformation et la satisfaction des normes internationales d’importation dans ce secteur.

1. **SERVICES AGRICOLES**

Recherche-formation-vulgarisation

La Direction de l’Innovation, nouvellement creee, regroupe le Centre de Recherche et de Documentation Agricole (CRDA), la Direction de la Formation et de la Promotion de l’Entreprenariat Agricole (DFPEA) et la Commission Transitoire de Pilotage de la Vulgarisation agricole (CTPVA). Cette reorganisation du systeme de production et de diffusion de l’innovation en agriculture est le resultat de la volonte d’une meilleure coordination des efforts du MARNDR et de developpement de synergies entre ces services. Elle traduit la volonte determinee du Ministere de faciliter les changements dans les processus de developpement agricoles et ruraux. Elle vise egalement une plus grande integration entre le secteur public et le prive dans le domaine. Dans ce sens, le MARNDR gardera un role de coordination du systeme d’innovation mais, pour que les investissements soient efficaces, le role des universites sera renforce. D’autre part, le MARNDR reconnait l’importance primordiale de la participation des producteurs pour garder a la recherche son caractere finalise et produire des resultats tangibles. Un mecanisme de financement de la recherche a ete elabore, le Fonds National de Recherche pour le Developpement Rural (FONRED), qui ouvrira des possibilites pour differentes instances et institutions concernees au-dela des services publics de recherche et de vulgarisation (organisations de producteurs, acteurs du secteur agro-industriel, universites).

La rehabilitation des locaux de la Faculte d’Agronomie et de Medecine Veterinaire offrira de plus grandes facilites de travail pour les enseignants-chercheurs. En meme temps, quatre centres regionaux de service a l’innovation MARNDR seront rehabilites, dotes de moyens de fonctionnement et de personnel qualifie. Leurs fonctions seront de quatre ordres :

1. recherche, en offrant aux operateurs de recherche la possibility de realiser -avec ou sans des agents relevant de l’administration publique- des experimentations dans des agroecosystemes differents, et de mettre en place des banques de germoplasme in situ ;
2. vulgarisation en offrant un espace d’accueil, d’acces a la bibliographie numerique, de connexion internet, de demonstration, ou les services d’appui conseil du departement (associatifs et prives) qui le souhaiteraient pourraient etre accueillis ;
3. formation permanente avec des salles de cours et des moyens pedagogiques modernes afin de former les paysans, leurs elus mais aussi les techniciens agricoles et agro-alimentaires qui le souhaiteraient ;
4. developpement local en appui aux organisations de la societe civile et aux collectivites territoriales.

Ces dispositifs d’appui a l’innovation (Centres territoriaux d'innovation) faciliteront la participation des paysans et de leurs organisations afin de trouver des solutions adaptees aux contraintes locales, mobilisant l’ensemble des savoir-faire existant et facilement transposables dans des contextes similaires. La recherche dans ces centres accordera une place importante au developpement de systemes de culture rentables et presentant des avantages sur le plan environnemental et a l’amelioration de la resilience des systemes de culture face aux risques de secheresse.

Deux ecoles moyennes de formation de techniciens et entrepreneurs agricoles seront rehabilitees et remises en fonctionnement (EMAVA et EMDH).

Protection sanitaire

L’Unite de Protection Sanitaire (UPS) a ete etablie recemment et regroupe quatre entites relevant autrefois de directions separees. Elle recevra les allocations necessaires a son bon fonctionnement. Les taches qu’elle devra assumer sont les suivantes :

* Elaborer et mettre en reuvre une politique et une legislation de sante animale
* Mettre la sante animale au service de la sante publique (securite sanitaire des aliments, lutte contre les zoonoses)
* Assurer la fonctionnalite d’un systeme de surveillance epidemiologique
* Assurer la fonctionnalite d’un systeme de quarantaine animale et vegetale
* Faciliter l’acces aux marches exterieurs en garantissant que les produits haitiens repondent aux normes internationales
* Veiller au respect de la reglementation en matiere sanitaire

Les principaux domaines d’intervention du MARNDR sur le plan veterinaire et phytosanitaire ne sont pas encadres par des textes faisant force de loi et l’institution ne peut s’appuyer sur des textes pour exercer son mandat de protection sanitaire. Le role de l’UPS sera particulierement important pour la definition d’un cadre legal et reglementaire afin de proteger les consommateurs et producteurs locaux et de fournir les garanties necessaires pour la certification des exportations agricoles. En collaboration avec les entreprises d’exportation, un systeme performant de controle de la qualite et de la tragabilite des produits sera etabli.

Financement

Le Ministere capitalisera sur les acquis du projet SYFAAH (Systeme de Financement et d’Assurances Agricoles) initie durant la periode precedente dans les domaines du credit de campagne, de l’assurance agricole et du fonds d’assurance prets agricoles. Il honorera les engagements pris de contribuer au fonds d’assurance prets qui vise a inciter les institutions de micro-finance a offrir des financements aux producteurs et entreprises de transformation agricoles. Avec les institutions de micro-finance presentes dans les plaines, il participera a la mise au point de produits financiers adaptes pour l’acquisition de petit materiel agricole (charrues a traction animale, motoculteurs, motopompes). Dans les zones de montagne, des interventions alliant credit et subvention seront d’autre part developpees pour favoriser la regeneration des plantations cafeieres et cacaoyeres.

L’Unite de Promotion des Investissements dans le Secteur Agricole (UPISA) continuera a appuyer les investisseurs potentiels du secteur formel dans l’elaboration de plans d’affaires et de dossiers bancables pour soumission aux institutions financieres.

Renforcement institutionnel

La resolution du Conseil d’Orientation Strategique du MARNDR en date du 28 fevrier 2014 a enterine le plan de reforme institutionnelle du MARNDR et affirme sa volonte de proceder a la mise en reuvre des recommandations formulees. Le processus a cependant ete affecte par le climat d’instabilite politique qui a suivi et qui s’est traduit par une succession rapide de ministres et directeurs generaux. Il sera relance.

La vision definie dans le plan de reforme se resume en cinq points :

* Developper un MARNDR en mesure (i0 d’apporter les services dont ont besoin les agriculteurs et autres acteurs du secteur (ii) d’attirer les investissements prives qui font defaut aujourd’hui.
* Mettre un accent particulier sur les fonctions de pilotage et de regulation sur les fonctions d’accompagnement des acteurs
* Miser sur la deconcentration. Le renforcement des capacites d’administration et de gestion des DDA est indispensable.
* Assurer une meilleure integration des projets et programmes au sein du MARNDR.
* Rationaliser l’organisation du Ministere en reduisant le nombre de directions

Trois volets transversaux sont strategiques pour la reforme et auront des effets immediats benefiques (i) pour l’atteinte des objectifs sectoriels du MARNDR et (ii) pour la conduite des autres volets de la reforme. Ce sont : la gestion des ressources humaines, la programmation et le suivi, la gestion financiere. Un nouveau dispositif de gestion des ressources humaines sera mis en place. En matiere de gestion des ressources humaines, il s’agira de :

* Definir les postes cles prioritaires pour chaque direction et unite et preciser les mouvements pour les pourvoir
* Mettre en reuvre un plan de depart a la retraite qui liberera les postes necessaires
* Proceder a un etat des lieux des ressources humaines du MARNDR et d’elaborer le plan d’evolution des ressources humaines (recrutement, mutation, depart, renforcement de capacite)
* Elaborer avec le Ministere de l’Economie et des Finances le plafond d’emplois sur 5 ans et de revoir la grille indiciaire afin de developper un systeme de carriere

Pour la programmation et le suivi, on devra :

* Generaliser l’approche programmatique
* Institutionnaliser le suivi-evaluation
* Integrer les projets et programmes dans le cycle budgetaire du Ministere
* Mettre en place des programmes departementaux

La gestion des ressources humaines est le chantier le plus critique de la reforme. Si la question de fond relative aux carrieres dans la fonction publique releve de decisions du gouvernement et de l’Office de Management des Ressources Humaines (OMRH), le MARNDR peut sans attendre renover sa gestion des ressources humaines. Il s’agit de passer d’une administration du personnel a une administration fondee sur la gestion des emplois et des competences et sur le suivi de la performance des agents. Une redefinition des postes en lien avec la nouvelle organisation est necessaire puis une evaluation des ressources humaines sur l’ensemble du territoire afin de concevoir des plans de redeploiement, recrutement, depart et formation, plans dont l’execution sera etalee sur les 5 ans.

Le renforcement de l’Unite d’Etudes et de Programmation sera une piece maitresse de la reforme. Une premiere restructuration a ete operee autour de quatre services :

* Definition des politiques et strategies
* Etudes et Programmation
* Suivi et evaluation
* Statistiques agricoles

Ces services disposeront des ressources humaines adequates. L’approche programmatique sera adoptee au niveau de toutes les directions et la gestion axee sur les resultats sera systematisee. Le systeme de suivi-evaluation sera rendu pleinement operationnel et la structure responsable disposera d’un budget propre. Le cycle programmation-budgetisation sera alimente par les resultats du suivi-evaluation. Le service de statistiques disposera de cellules au niveau des DDA permettant de produire des donnees fiables.

Vu l’importance des investissements dans le sous-secteur irrigation et les risques que presentent maintenant les changements climatiques pour ces infrastructures, des dispositions seront prises pour capitaliser sur les experiences passees et ameliorer la coordination des acteurs. Une table sectorielle sur l’ irrigation sera mise en place pour le suivi des operations des differents intervenants et l’harmonisation des approches. Une etude de capitalisation sur les pratiques de transfert de gestion aux associations d’irrigants sera realisee afin de permettre une mise a jour de la methodologie et des modules de formation seront elabores. Des ressources humaines disposant d’un referent specialise dans la gestion sociale de l’eau d’irrigation seront mobilisees pour appuyer les operateurs intervenant sur cette thematique.

1. EVALUATION DES BESOINS EN FINANCEMENT

La mise en reuvre du PNIA a pour objectif d’ameliorer qualitativement et quantitativement le secteur agricole par le financement d’axes prioritaires. L’estimation des couts d’investissement est basee sur les couts existants dans les programmes et projets en cours dans le pays. Les couts pour certains axes sont estimes sur la base des couts unitaires d’amenagement et d’acquisition des biens et services.

Les besoins en financement du PNIA 2016-2021, estimes a plus de 796 millions dollars des Etats-Unis sont presentes dans le Tableau 1. Plus de details sont fournis dans le tableau en annexe 1. L’amelioration des infrastructures agricoles et amenagement des bassins versants sont les axes interventions les plus importants en termes de ressources a affecter. L’irrigation represente environ 36% des besoins d’investissements.

En effet, l’irrigation joue un role preponderant dans l’agriculture. Les changements observes dans le climat ces derniers temps font ressortir la necessite de pouvoir concourir a une bonne

maitrise de 1’eau pour repondre aux besoins de production agricole. De plus, les degats causes par le cyclone Matthew au debut du mois d’Octobre 2016, exigent des interventions consequentes et immediates dans le secteur de l’irrigation.

Dans le cadre de la maitrise de l’eau pour la production agricole, ce plan introduit la culture sous serre a travers le pays. Le developpement de cette technique permet d’encourager l’installation de jeunes entrepreneurs dans le secteur agricole, de favoriser la modernisation d’exploitations agricoles, de soutenir la gestion durable de l’eau et d’inciter le developpement d’une agriculture respectueuse de l’environnement.

L’amenagement de bassins versants a travers l’utilisation d’approches diversifiees (agroforesterie, reforestation, mise en place de structures physiques et biologiques) absorbe environ 18% du budget du PNIA, ce qui traduit la priorite accordee a la preservation, a la gestion durable de l’environnement et a la necessite de mettre en place les conditions necessaires a la reduction des risques dans l’agriculture.

Le developpement des filieres occupe aussi une place importante dans le budget du PNIA. L’appui a la production vegetale qui represente 15% du budget sert a appuyer l’acces des agriculteurs aux intrants necessaires a l’intensification des perimetres irrigues qui seront amenages et d’autres milieux a fortes potentialites de production. L’elevage qui occupe une place relativement importante dans l’activite economique du secteur primaire regoit environ 6% du budget. Dans le cadre de l’intervention dans l’elevage, un accent sera mis au cours de la premiere annee a la recapitalisation des exploitations qui ont perdu leurs betails dans les zones affectes par le cyclone. Dans le cadre d’une recherche de synergie entre les secteurs d’activites, l’elevage tirera des avantages dans les investissements qui seront effectues sur les cultures et l’environnement.

Parallelement aux interventions de developpement programmees dans la production et l’elevage, un accent particulier est mis sur le developpement des services publics agricoles qui permettent de reduire l’incidence des pestes sur les productions animales et vegetales. De meme, l’appui a la recherche et a la diffusion d’innovations et les efforts pour le renforcement du systeme de financement des activites constituent des interventions significatives dans le processus d’amelioration de la production agricole dans le pays.

Finalement, le plan met l’accent sur le renforcement institutionnel. Plusieurs projets finances par les partenaires techniques et financiers ont des activites sur le renforcement institutionnel. Le montant indique ici ne reflete pas tous les financements qui sont inseres dans les programmes des donateurs pour le renforcement de la capacite d’intervention du MARNDR. L’accent est mis ici principalement sur le renforcement de l’Unite d’Etude et de Programmation (UEP) du MARNDR particulierement pour le pilotage du PNIA.

*Tableau 3 : Repartition des couts de financement du PNIA 2016-2021 par axe d’intervention*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Interventions** | **Total financement requis (‘000 USD)** | **%** |
| **1. Infrastructures agricoles et amenagement de bassins versants** |  |  |
| 1.1. Irrigation | 283,500.00 | 36 |
| 1.2. Amenagement de bassins versants | 140,706.89 | 18 |
| **2. Developpement des productions vegetales, animates et de la peche** |  |  |
| 2.1. Elevage | 51,500.00 | 6 |
| 2.2. Aquaculture et peche | 30,647.50 | 4 |
| 2.3. Production vegetale (y compris outillage et equipements) | 120,328.50 | 15 |
| 2.4. Appui a la commercialisation et a la transformation | 46,500.00 | 6 |
| **3. Developpement des services publics agricoles** |  |  |
| 3.1. Recherche, formation et vulgarisation | 67,644.49 | 8 |
| 3.2. Protection sanitaire | 24,821.93 | 3 |
| 3.3. Financement de l’agriculture | 25,000.00 | 3 |
| 3.4. Renforcement institutionnel | 5,625.00 | 1 |
| **Total** | **796,274.31** | **100** |

1. . PLAN INDICATIF DE FINANCEMENT

Le plan indicatif de financement vise a montrer 1’origine des fonds qui seront utilises dans la mise en reuvre des differents axes du plan d’investissement. Les interventions programme es dans le plan d’investissement paraissent ambitieuses mais necessaires en raison de l’importance economique et sociale de l’agriculture dans le pays. La mise en reuvre du plan suppose la collaboration de l’ensemble des acteurs impliquees dans le secteur agricole. Le MARNDR, tout en intervenant dans la realisation de certaines operations, encouragera la participation des donateurs, les ONG, le secteur prive commercial, les producteurs engages dans l’agriculture, ainsi que les organisations de la societe civile.

La repartition des couts du PNIA entre les differents acteurs impliques dans le secteur agricole est presentee dans le Tableau suivant. Le financement du PNIA provient de plusieurs sources y compris le Gouvernement Haitien (GOH), les partenaires techniques et financiers (PTF), les organisations non gouvernementales (ONG), les producteurs et leurs organisations et le secteur prive.

Dans le cadre des contributions esperees pour la mise en reuvre du PNIA, sur un montant de plus de 796 millions dollars, le Gouvernement fournirait environ 22%, les donateurs 19% et le secteur prive 5%. Environ 53% du budget du PNIA serait encore a rechercher. Les contributions du Gouvernement est estimee sur la base des previsions dans les budgets anterieurs et de sa part dans les projets des PTF actuellement en cours de le pays. Il contribuera a des degres variables au financement de toutes les composantes du PNIA.

Il est generalement accepte que le secteur agricole est 1’un des piliers de croissance economique dans le pays. Pour stimuler la creation de richesse dans les prochaines annees, le Gouvernement devra faire un effort soutenu pour contribuer de maniere significative au financement de l’agriculture. Le Gouvernement dans son ensemble et toutes les parties prenantes du pays devront s’engager pleinement dans la definition et l’execution de politiques qui favorisent le developpement agricole en commengant d’abord par une allocation budgetaire plus substantielle.

En matiere d’investissement dans le secteur agricole, les partenaires techniques et financiers representent, apres les producteurs haitiens, la source de financement la plus importante du pays depuis une periode relativement longue. Ils fournissent de plus de 70% des investissements budgetises dans le secteur agricole. Ils operent soit en collaboration avec le Ministere de l’agriculture, soit en intervenant a travers divers types d’operateurs. Sur la base d’une estimation des fonds disponibles dans les projets actuellement finances par les PTF sous la coordination du MARNDR, leurs contributions dans le financement du PNIA representent environ 19% des besoins. De nombreuses interventions tres diversifiees sont actuellement implementees a travers le pays par un grand nombre d’acteurs. Dans tous les cas, des synergies et complementarites seront recherchees afin d’eviter les duplications et rechercher une meilleure allocation des ressources.

Les contributions esperees du secteur prive representent environ 5% des besoins de financement. La participation se concentre dans le financement dans des activites de production dans les domaines de l’elevage, de l’aquaculture et de l’agriculture. Le secteur prive implique dans l’agriculture est compose des petits et moyens agriculteurs et des gros du secteur des affaires. La contribution du secteur prive au developpement de l’agriculture a toujours ete tres importante bien que le niveau de sa participation dans les investissements n’est pas evalue de maniere precise. En effet, les petits producteurs estimes a plus d’un million sont les plus gros investisseurs dans l’agriculture en Haiti. Les investissements du secteur prive des affaires ont ete relativement faibles en raison entre autres du manque de financement adapte et des risques de divers ordres auxquels les acteurs du secteur font face. Des investissements du secteur prive peuvent etre aussi esperes dans le domaine de la commercialisation et de la transformation agro- alimentaire. L’evaluation de la contribution au financement du PNIA sera effectivement faite lors de la phase de mise en reuvre. Le Gouvernement doit toutefois redoubler d’efforts pour creer des conditions favorables au developpement d’un secteur prive competitif au niveau de tous les segments des filieres agricoles.

Il existe un ecart de financement important a combler pour l’execution du PNIA. Environ 53% ($426 millions) des besoins de financement du PNIA ne sont pas encore disponibles. Plusieurs programmes et projets portes par les PTF sont en trains d’etre implementes dans le pays. D’autres sont en phase de formulation. Les deficiences en matiere de disponibilite des informations n’ont pas permis de les considerer dans le cadre du budget du PNIA. De grands efforts devront etre faits non seulement pour coordonner et organiser les financements disponibles dans le secteur mais aussi pour en mobiliser d’autres afin de combler les vides. Parallelement, le secteur de l’agriculture doit relever le defi d’amelioration de sa capacite d’absorption des ressources mises a sa disposition aussi bien par le Gouvernement Haitien que par les partenaires techniques et financiers (PTF).

*Tableau 4: Repartition du budget du PNIA 2016-2021 par source de financement (‘000 USD)*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axes d’intervention** | **GOH** | **Acquis des Donateurs** | **Secteur prive** | **Financement a rechercher** | **Total** |
| **1. Infrastructures agricoles et amenagement de bassins versants** |  |  |  |  |  |
| 1.1. Irrigation | 30,769.23 | 28,930 | 0 | 233,801.00 | 283,500.00 |
| 1.2. Amenagement de bassins versants | 42,307.60 | 44,361 | 0 | 54038.00 | 140,706.89 |
| **2. Developpement des productions vegetales, animates et de la peche** |  |  |  |  |  |
| 2.1. Elevage | 7,692.31 | 500 | 30,000 | 13,308.00 | 51,500.00 |
| 2.2. Aquaculture et peche | 7,350 | 14,701 | 3,000 | 5,596.00 | 30,647.00 |
| 2.3. Production vegetale (appui aux filieres) | 53,846.15 | 30,358 | 10,620 | 25,504.00 | 120,328.5 |
| 2.4. Appui a la commercialisation et transformation | 13,846.15 | 1,500 | 0 | 31,154.00 | 46,500.00 |
| **III. Developpement des services agricoles et appui institutionnel** |  |  |  |  |  |
| 3.1. Recherche, formation, vulgarisation | 11,538.46 | 19,232.00 | 0 | 36,874.00 | 67,644.49 |
| 3.2. Protection sanitaire | 1,518.18 | 8,554 | 0 | 14,750.00 | 24,821.93 |
| 3.3. Financement | 7,692.31 | 350 | 0 | 16,958.00 | 25,000.00 |
| 3.4. Renforcement institutionnel | 1,250.00 | 380 | 0 | 3,995.00 | 5,625.00 |
| **Total** | **177,810.94** | **148,866** | **43,620** | **425,977.00** | **796,274.31** |
| **%** | **22** | **19** | **5** | **53** |  |

1. **ANALYSE FINANCIERE DU PNIA 2016-2021**
   1. Analyse financiere sommaire

Une analyse cout/benefice a ete conduite afin de degager 1’impact du PNIA sur la creation de valeur ajoutee dans le secteur agricole. La demarche consiste a comparer une situation ou il n’y a pas de plan (sans plan) d’avec la situation d’execution du plan actuel. Les benefices directs du plan sont determines ainsi que les couts encourus pour sa mise en reuvre. Le taux de rendement interne (TRI) et la valeur actuelle nette (VAN) ont ete utilises pour jauger de la viabilite economique du plan. Le VAN qui est la difference entre les cash-flows actualises a ete calcule sur une periode de 15 ans avec un taux d’actualisation de 12%.

Les principaux beneficies du PNIA viendront surtout des investissements qui seront effectues dans la rehabilitation et construction d’infrastructures d’irrigation, les amenagements de bassins versants, l’intensification et diversification agricole, l’elevage et la peche, l’amelioration de la sante des plantes et des animaux, la recherche/formation et vulgarisation, etc. Les benefices attendus sont notamment :

* une augmentation de la productivite agricole des principales cultures (riz, haricot, banane, legumes, mais, etc.) ;
* une intensification et diversification de la production agricole
* une amelioration de la production dans l’elevage (reuf, poulet, caprin, viande bovine, lait, poisson) et dans la peche et aquaculture ;
* une diminution des pertes dues aux inondations et a la secheresse;
* amelioration de la capacite de generation de connaissances et de savoir-faire ;
* une reduction des risques climatiques ;
* etc.

Les couts consideres sont les montants qui seront engages dans les differentes composantes du plan. Des couts recurrents sont egalement pris en compte dans les calculs. Ces couts qui seront a la charge de la communaute et ou de l’Etat, concernent surtout l’entretien des infrastructures et equipements mis en place dans le cadre du plan, les frais de fonctionnement et d’entretien des laboratoires, etc.

Le taux de rentabilite interne obtenu dans la mise en reuvre du plan est de 49% sur une periode de 15 ans. Ce resultat montre que le plan est globalement profitable. Sa mise en reuvre aura des retombees positives notamment sur l’economie agricole en Haiti. La valeur actuelle nette (VAN) degagee par l’ensemble du plan est de plus de 709 millions dollar des Etats-Unis, ce qui denote de sa rentabilite au taux d’actualisation de 12%.

* 1. Analyse de sensibilite

Une analyse de sensibilite a ete conduite en considerant deux possibilites : l’evolution de 1’inflation et les risque liees a la secheresse et aux inondations. Dans le premier cas, on suppose que les couts de financement du plan vont augmenter de 10 et 15% tout en laissant inchangees les differentiels de valeur ajoutee. Dans le deuxieme cas, on suppose que des inondations et des cas de secheresse font baisser les benefices esperes de 50% et de 70% tout en maintenant les memes couts.

Les resultats montrent que le taux de rentabilite interne (TIR) diminue dans tous les cas. Dans le cas de d’un taux d’inflation de 15% et de 20%, le TIR est de 42 et 40%, respectivement. Dans le cas des pertes dues aux catastrophes climatiques, le TIR est de 22% pour une reduction de 50% des benefices et de 9% pour des pertes allant jusqu’a 70%. Ces resultats montre la rentabilite du plan diminue avec la persistance de l’effet des mauvaise climatique. Une perte de plus de 60% des productions rend le plan peut attractif du point de vue financier.

VIII- - MECANISMES DE MISE EN (EUVRE

Pour assurer ses missions et ses fonctions, le MARNDR dispose de services centraux, de services deconcentres et d’organismes autonomes. Le niveau central est le niveau de conception, de definition des politiques et des strategies, des programmes afferents, du suivi de leur mise en reuvre, un niveau de definition des regies et du suivi de leur application. Le niveau deconcentre est le niveau operationnel charge de mettre en reuvre les politiques et les strategies sur un espace territorial donne avec les acteurs du secteur.

La deconcentration du MARNDR est une necessite reconnue par tous. Elle est confortee par la volonte du MARNDR d’adopter une approche territoriale dans ses interventions. Cette approche territoriale induit un mode de programmation territorialise qui croise les orientations du MARNDR avec les priorites et specificites departementales definies dans un cadre partenarial avec les autres acteurs.

Le ministere sera structure autour de trois blocs organisationnels rattaches a la Direction Generale :

o Le bloc des 5 grandes directions techniques :

* La Direction de l’Amenagement (DA) regroupant la DIA et la DRFS
* La Direction des Filieres (DF) regroupant les filieres animales et vegetales
* La Direction de la Peche et de l’Aquaculture (DPAQ)
* La Direction de l’Innovation (DI) (regroupant les fonctions de services liees a la recherche, la vulgarisation et la formation)
* L’Unite de Protection Sanitaire (UPS) (statut en cours de redefinition)

o Le bloc des fonctions transversales et de support :

* L’Unite d’Etudes et de Programmation (UEP)
* La Direction des Affaires Administratives et Budgetaire (DAAB)
* La Direction des Ressources Humaines (DRH)

Auxquelles s’ajoutent :

* L’unite de passation des marches
* L’unite juridique
* L’unite de cooperation externe
* L’unite d’audit interne et d’inspection
* L’unite informatique
* L’unite de communication.

o Le bloc lie aux DDA

* L’Unite de Coordination des DDA et du Developpement Local (UCDDADL)
* Les 10 DDA avec les DDA ajointes et les BAC.

L’organigramme du MARNDR a ete redefini en consequence, un projet de loi organique sera soumis aux instances habilitees.

Le role des DDA sera d’assurer :

* Le suivi de la situation des sous-secteurs et filieres sur son territoire
* La concertation inter-acteurs (dont les tables sectorielles departementales)
* La programmation territoriale des actions en concertation avec les acteurs
* L’organisation, la coordination et le suivi des actions sur le departement
* L’appui a l’organisation des filieres et des acteurs
* Les fonctions de controle
* La maitrise d’ouvrage des interventions sur financement public (par delegation du MARNDR)

Les Bureaux Agricoles Communaux (BAC) garantissent :

* La mise en reuvre des activites de terrain du MARNDR
* L’appui a la structuration des producteurs et a la concertation inter-acteurs
* Le suivi des actions des intervenants, l’information et le conseil
* La collecte des donnees et la diffusion des informations

Les DDA et les BAC sont cependant en sous-effectifs de cadres dirigeants et de professionnels. Une premiere evaluation montre que 30% des agents sont eligibles a la retraite ainsi que les deux tiers des cadres dirigeants. Elle chiffre les besoins minimum des DDA et BAC a 900 personnes, dont 230 ingenieurs et 300 techniciens, sans compter les besoins pour la protection sanitaire. Des moyens adequats seront alloues a la deconcentration. Un pourcentage de deconcentration du budget sera fixe chaque annee pour aboutir a un ratio minimum de 75% du budget execute au niveau deconcentre. Des la fin de la premiere annee, il est prevu qu’un plan de redeploiement, de recrutement et d’equipement des DDA et des BAC soit defini pour mise en reuvre sur les trois annees suivantes. Les procedures de gestion administratives et financieres des structures deconcentrees sera defini et le systeme de redevabilite des DDA sera rendu fonctionnel. L’Unite de Coordination des DDA et du Developpement Local (UCDDADL) sera renforcee dans son role de coordination et de supervision des DDA.

IX- PILOTAGE ET SUIVI-EVALUATION DU PNIA

Nous avons deja evoque le deficit de gouvernance que souffre le secteur. Cette problematique est relativement complexe car il existe une multitude d’acteurs. Ces acteurs se retrouvent a differents echelons - strategique ou operationnel- et sont de nature differente : politique, economique et social. Il s’agit d’acteurs institutionnels, economiques et associatifs. Leur influence peut-etre directe ou indirecte suivant leur position dans l’offre de services ou de biens dans le secteur.

A rappeler qu’au regard des engagements pris dans le cadre d’accords internationaux (accords de dons et/ou de prets, convention de financement, conventions internationales telle que la Declaration de Paris sur l’Efficacite de l’Aide) ou d’accord nationaux (convention de siege, FIOP^), les PTF ont pour obligation de s’aligner sur les politiques et les strategies nationales afin d’ameliorer l’efficacite des investissements consentis dans un secteur.

Compte tenu de l’effectif relativement eleve de ces acteurs, la gestion globale du PNIA reposera sur six principes fondamentaux : (i) la concertation; (ii)) La participation, (iii) l’Alignement ; (iv) la decentralisation des actions, (v)’Harmonisation, (vi) l’appropriation

9.1. La Coordination

La coordination du PNIA sera effective a deux niveaux : Strategique et operationnel

1. Niveau strategique

Il sera constitue un Comite de Pilotage preside par le Premier Ministre pour assurer la fonction de **pilotage strategique** et dont le MARNDR assurera le secretariat technique. Le Comite sera compose de tous les ministeres impliques dans l’execution du Plan national d’investissement agricole (PNIA) tel que le MPCE, MEF, MDE, MTPTC, le MCI, MSPP, MENFP, et ceux du tourisme et de la condition feminine. On y retrouvera aussi les principaux partenaires techniques et financiers. A titre d’observateurs, seront invites les Presidents des Commissions de l’agriculture de la Chambre des Deputes et du Senat. Le comite Pilotage se reunit chaque annee notamment avant l’elaboration du budget national.

La mission du Comite de Pilotage du PNIA sera de :

**^** Assurer la coordination et le suivi des interventions de l’ensemble des partenaires impliques dans sa mise en reuvre;

**^** Mobiliser les ressources financieres et techniques, manquantes ou additionnelles, necessaires a l’implementation du PNIA

**^** Veiller a l’alignement de ces interventions au cadre strategique du PNIA

**^** Faciliter l’appropriation du PNIA au niveau de la sphere decisionnelle

**^** Approuver les bilans annuels d’execution

**^** Valider le plan de programmation

**^** Assurer le suivi strategique du PNIA

Le **pilotage technique** du PNIA sera assure par le Conseil d’Orientation Strategique du MARNDR (COS) dont la fonction est de « *rendre coherentes les interventions des differents services du ministere avec la politique sectorielle sur le plan du programme, du budget et du calendrier d’execution* »[[13]](#footnote-14) elargi a d’autres acteurs institutionnels concernes Le COS qui comprend deja le Ministre, les Secretaires d’Etat, le Directeur General, les Directeurs Generaux de l’ODVA, de l’INARA, du BCA, du Coordonnateur de la CNSA se transformera en Comite de Pilotage Technique en y integrant le FDI, l’IHSI, le CIAT et deux Representants de la societe civile agricole. Le secretariat technique est assure par l’UEP. Le comite de Pilotage technique se reunit chaque six (6) mois.

La mission confiee au comite de pilotage technique se resume en ces points :

**^** Verifier les synergies et les complementarites entre les projets inscrits dans le Programme d’investissement public (PIP) du MARNDR et leur conformite avec les grandes orientations du PNIA;

**^** Verifier la conformite des projets des partenaires aux orientations du PNIA;

**^** Fournir les elements de reflexion strategique et formuler des avis techniques argumentes au Comite de Pilotage ;

**^** Veiller a la mise en reuvre des recommandations du Comite de Pilotage;

**^** Etablir les procedures de mise en reuvre du PNIA;

**^** Examiner les bilans annuels, le rapport d’evaluation et les rapports techniques circonstancies;

**^** Elaborer un rapport annuel de performance des projets et programmes du secteur.

**^** Piloter les evaluations du PNIA (mi-parcours, finale)

**^** Assurer le suivi technique du PNIA

Ces deux comites devront travailler en etroite synergie avec d’autres dispositifs de concertation existant et pouvant permettre une meilleure prise en compte des preoccupations des acteurs du secteur agricole et aussi une meilleure prise de decision.

1. Niveau operationnel

A l’echelle operationnelle la coordination et le suivi du PNIA est du ressort de l’Unite d’Etude et de Programmation du MARNDR qui par sa nature transversale, ses attributions et ses relations avec les instances internes et externes du ministere se trouve en meilleure position pour le faire. Les differentes activites liees a la fonction operationnelle seront assumees par les differentes Directions Techniques identifiees lors de la definition des differents programmes, et en coherence avec leurs attributions, et en respectant le principe de base de la recherche de l’efficacite, a travers la separation et la complementarite des roles. Il sera inclus les projets sous financement externes en cours de realisation.

Au niveau des directions departementales il est cree le **Comite Consultatif et de Suivi** au niveau des departements beneficiant des investissements du PNIA. Ce comite consultatif sera issu de la Table Sectorielle Agricole Departementale. Son secretariat est assure par le Directeur Departemental. Il sera charge, entre autres, de :

* Assurer la conformite des actions avec les defis departementaux
* Informer le comite technique de pilotage de l’evolution du secteur au niveau departemental
* Veiller a l’application des decisions prises au niveau du pilotage strategique

9.2 Le Suivi et evaluation

Il sera mis en place un dispositif participatif de suivi et d’evaluation qui associera l’ensemble des parties prenantes. Ce dispositif devra favoriser la production d’outils d’aide a la decision, faciliter la diffusion et le partage des informations au niveau national et departemental.

Le suivi et l’evaluation du PNIA seront realises suivant un cadre global de maniere a evaluer les performances generales du secteur agricole et mesurer les progres accomplis dans l’execution des programmes et projets d’investissement.

On distinguera (1) le suivi d’execution; du (2) suivi d’impact. En ce qui concerne l’evaluation, on procedera a une evaluation a mi-parcours du PNIA et une evaluation ex-post pour mesurer les impacts du PNIA.

* + 1. Finalites du dispositif

Le montage du dispositif institutionnel de suivi-evaluation du PNIA se fera suivant deux paliers complementaires qui integrent les besoins des differentes parties prenantes :

*Pallier strategique*. Les donnees generees serviront a alimenter les reflexions du Comite de Pilotage a travers les bilans annuels, le rapport de performance sectorielle. Ce sont des indicateurs agreges ou de syntheses qui concernent les objectifs globaux.

*Pallier Operationnel.* Les donnees plus fines seront recherchees par la mise en reuvre d’un systeme de suivi-evaluation des programmes/projets du PNIA. Ces donnees concerneront beaucoup plus les resultats specifiques

Ce dispositif aura, entre autres, pour finalites de :

* Mesurer les retombees des investissements agricoles dans le milieu rural;
* Offrir aux decideurs les elements de reorientation strategique;
* Permettre une appreciation de la contribution du secteur agricole a la securite alimentaire et la reduction de la pauvrete dans le pays;
* Fournir les elements de plaidoyer au MARNDR pour l’augmentation de son budget d’investissement;
* Produire des bases concretes de travail pour les acteurs intersectoriels concernes par le developpement agricole

De maniere plus specifique, a travers le dispositif il sera question de

* Generer, compiler et disseminer les analyses et les donnees pertinentes pour le developpement agricole
* Effectuer des analyses de la strategie d’investissement dans le secteur et ses sous- secteurs
* Poursuivre dans la sensibilisation des acteurs sur la pertinence des investissements dans le secteur agricole;
* Encourager le dialogue et l'echange de donnees et de connaissances entre les differents secteurs.
  + 1. Montage et roles

La mise en reuvre de ce dispositif se fera a deux niveaux pour alimenter les comites de pilotage et faciliter la prise de decisions strategiques et operationnelles sur la base d’informations claires, precises et verifiables. Ceci devra favoriser la transparence des operations et participer a la recevabilite du PNIA. Les indicateurs seront elabores au besoin en fonction du plan de suivi-evaluation qui sera elabore par les specialistes de l’Unite d’Etudes et de Programmation (UEP) du MARNDR et de l’Unite de Statistiques Agricoles et d’Informatique (USAI).

Il est plus pertinent de confier cette tache a UEP et USAI sachant que ces unites sont les premiers concernes dans la generation de donnees pour mesurer l’execution et la performance du PNIA. Leurs besoins d’informations etant permanents, ils pourront eviter les duplications dans la collecte des informations de base. D’autres entites comme la CNSA et l’IHSI participeront au dispositif de collecte des donnees.

En ce qui concerne 1’evaluation, on procedera a une evaluation a mi-parcours du PNIA et une evaluation ex-post pour mesurer les impacts du PNIA.

*Tableau 5 : UEP et USAI dans le suivi d’impact*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Entites impliquees** | **Roles** | **Finalites** |
| **UEP** | ^ Conception des indicateurs  ^ Analyse des donnees  ^ Utilisation pour revaluation finale | ^ Production de rapport  ^ Evaluation  ^ Revue de portefeuille |
| **USAI** | ^ Collecte donnees primaires (revenu agricole) et donnees secondaires  ^ Traitement  ^ Analyse | ^ Etablissement base de donnees |

*Tableau 6 : UEP, USAI, DDA dans le suivi d’execution*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Entites impliquees** | **Roles** | **Finalites** |
| **UEP** | ^ Definition des indicateurs  ^ Etablissement basse de donnees  ^ Animation du dispositif de SE  ^ Production de rapport | ^ Bilan annuel  ^ Programmation  ^ Analyse  ^ Evaluation |
| **USAI** | ^ Collecte de donnees de terrain (enquetes, sondage)  ^ Traitement et rapport  ^ Etablissement base de donnees | ^ Rapport  ^ Base de donnees  ^ Alimentation site  internet du MARNDR |
| **DDA Comite Consultatif et de Suivi** | ^ Collecte des donnees  ^ Verification | ^ Rapport |

La matrice suivante donne une premiere liste d’indicateurs, qui sera corrigee et completee au besoin

***Tableau No 7 : Indicateurs d’impact***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | | | | |
| **Indicateurs** | **Previsions (Ligne de base a determiner)** | **Unites** | **Sources methodologie** | **Frequence de la mesure** | **Niveau d’agregation des donnees** |
| **PIBA (Produit**  **Interieur Brut**  **Agricole)** | *?* | En millions de gourdes | IHSI/BRH | Annuelle (il existe des estimations trimestrielles) | IHSI |
| **Taux annuel de croissance du PIBA** |  | % | IHSI/BRH |  |  |
| **Tauxannuel de couverture des besoins alimentaires [Dependance alimentaire du pays]** | ? | % | CNSA/USAI | Annuelle | USAI |
| **Prevalence de I’insecurite alimentaire** |  | % | CNSA | Semestrielle/Annuell e |  |
| **Ratio importations agricoles/exportations agricoles** | ? | nombre | MCI/BRH/MEF | Annuelle | USAI |
| **Ratio exportations agricoles/Importations alimentaires** |  | Nombre | AGD/MCI/BRH | Annuelle | USAI |
| **Productivite de la terre** | ? | Gdes/ha | Rapports des projets/Rapports des DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Productivite du travail/actif** | ? | Gdes/ha | Rapports des projets/Rapports des DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Taux d’amelioration des revenus des producteurs agricoles** |  | % | USAI/Enquete / Sondage | Annuelle | USAI |
| **Part du budget national alloue au secteur agricole** |  | %  Gdes | MEF/MPCE/ Loi de finances | Annuelle | UEP |
| **Nombre d’emplois crees dans le secteur agricole** |  | nombre | USAI/MEF/IHSI |  | UEP/USAI |

***Tableau 8 : Indicateurs de resultats***

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs de resultats** |  | | | | |
| **Indicateurs** | **Previsions** | **Unites** | **Sources methodologie** | **Frequence de la mesure** | **Niveau d’agregation des donnees** |
| **a. INFRASTRUCTURES AGRICOLES ET AMENAGEMENT DES BASSINS VERSANTS** | | | | | |
| **Nouvelles surfaces**  **irriguees** | 10 000 | Ha | DIA/ Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Trimestrielle | UEP |
| **Nombre de serres**  **construits** | 1 000 000 | M2 | DIA, Rapports des DDA/ Rapports des OPS | Trimestrielle | UEP |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs de resultats** | |  | | | | |
| **Indicateurs** | **Pi** | **revisions** | **Unites** | **Sources methodologie** | **Frequence de la mesure** | **Niveau d’agregation des donnees** |
| **Longueur de pistes rurales construites** | 400 | | Km | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Trimestrielle | UEP |
| **Longueur de Haies vives productives (canne-a-sucre, ananas, figue banane) ;** | 8571000 | | Ml | Rapport trimestriel de  1’INCAH/ DPV/ du projet Cacao/Rapports des DDA | Trimestrielle | UEP |
| **Nombre d’ essences forestieres et fruitieres mises en terre ;** | 5 000000 | | Plantules | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Trimestrielle | UEP |
| **Nombre de seuils en pierre seche eriges dans les ravins** | 75 000 | | M3 | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Nombre de retenues collinaires construites** | 145 | | Unite | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | DPV |
| **Micro-retenues pour la collecte des eaux de ruissellement dans les ravines** | 1100 | | Unite | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | DI/UEP |
| **Laboratoire de sol construit et equipe partiellement** | 1 | | Unite | DI/UEP | Annuelle | DI/UEP |
| **Instruments hydrometriques achetes, installes et collecte de donnees meteorologique ;** | 15 | | Unite | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | DI/UEP |
| **Sols etudies et classes** | 23 475 | | Ha | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | DI/UEP |
| **b. DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS VEGETALES, ANIMALES ET DE LA PECHE** | | | | | | |
| **Nombre de pondeuses total au niveau national** | 1 000 000 | | Pondeuses | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Bassins piscicoles** | 1500 | | Unite | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Nombre de Dispositif de Concentration de Poissons**  **(DCP)** | 150 | | Unite | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Nb d’operateurs prives assurant commercialisation fertilisants** | ? | | Unite | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Nb d’operateurs prives assurant commercialisation**  **semence** | ? | | Unite | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Nb d’operateurs prives fournisseurs d’equipements** | ? | | Unite | Rapports des  projets/Rapports des  DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Indicateurs de resultats** | |  | | | | |
| **Indicateurs** | Pi | **revisions** | **Unites** | **Sources methodologie** | **Frequence de la mesure** | **Niveau d’agregation des donnees** |
| **c. SERVICES AGRICOLES** | | | | | | |
| **Centres regionaux de services a 1’innovation rehabilites** | 4 | | Unite | DIA/DI/ Rapports des projets/Rapports des DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Ecoles moyennes rehabilitees** | 2 | | Unite | DIA/DI/ Rapports des projets/Rapports des DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Nombre banque de**  **Germoplasmes creee** | ? | | Unite | DI/DPV/ Rapports des projets/Rapports des DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Nombre de paquets**  **techniques diffuses** | ? | | Unite | DI/ Rapports des projets/Rapports des DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Nombre de travaux de recherche issus de**  **1’investissement public**  **ayant fait 1’objet d’une**  **publication** | ? | | Unite | DI/ Rapports des projets/Rapports des DDA/Rapports des OPS | Annuelle | UEP |
| **Etablissement d’un systeme de trafabilite et de controle pour des produits** | 1 | | Unite | DPV | Annuelle | UEP |
| **Financement** | ? | | Unite | UPISA | Annuelle | UEP |
| **Renforcement institutionnel** | ? | | Unite | Direction Generale/  Rapports des  projets/Rapports des DDA | Annuelle | UEP |
|  |  | |  |  |  |  |

XI- STRATEGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES

Il y a, en principe, trois (3) grandes sources de financement pour le secteur agricole en Haiti :

* Les Bailleurs de Fonds internationaux
* Le Secteur Prive haitien, incluant les Entrepreneurs Agricoles (les agriculteurs eux- memes).
* Le Tresor Public.

En ce qui concerne les Bailleurs de Fonds, il y a lieu de distinguer deux (2) types de financements : les Dons et les Prets.

Or, depuis 1’extinction de sa dette en 2010, Haiti connait une situation pour le moins compliquee en n’etant pas eligible pour les prets dans le cadre de la cooperation bilaterale ou de la cooperation multinationale, notamment aupres des institutions de Bretton Woods, et est contrainte de s’en remettre, pour le moment, a une approche de cooperation a partir de Dons. Ceci presente l’inconvenient d’annihiler les capacites de negociation de nos dirigeants et d’entraver la mise en reuvre stricte des plans de developpement. Pendant la periode d’execution de ce PNIA et peut-etre aussi apres, les Responsables haitiens devraient preparer des dossiers susceptibles de faire valoir une credibilite du pays et de ses dirigeants et une solvability retrouvee pour faciliter le retour sur le statut d’Haiti face aux Bailleurs et l’acces aux Prets, dans la perspective de gros investissements dans les differents secteurs et notamment dans l’Agriculture. Dans un premier temps, des dossiers corrects et serieux devraient permettre de solliciter des Partenaires Financiers une augmentation de leurs enveloppes. Dans un second temps, il s’agirait d’envisager le passage d’un regime de dons a un regime d’emprunts.

Des mesures d’accompagnement doivent etre prises pour attirer l’investissement du secteur prive. En ce sens, les possibilites de mise en place de la Banque Nationale de Developpement Agricole (BNDA), existant deja sur le papier mais encore operationnelle, doivent etre etudiees. Parallelement, il parait aussi interessant de creer un Fonds d’Investissement Agricole, a partir de nouvelles taxes en faveur du secteur. Si une taxe de 1% est appliquee sur les 2 milliards de dollars US d’importations annuelles de produits agricoles et alimentaires, c’est quelque 20 millions de dollars qui seront rendus disponibles pour demarrer et faire fonctionner ce Fonds.

Le Fonds de Developpement Industriel (FDI) finance deja des projets d’entreprises agricoles (entreprises agricoles proprement dites, entreprises d’agro-transformation, projets conduits par regroupements d’entrepreneurs agricoles). La Banque Nationale de Credit (BNC) est interessee a financer les activites et projets dans le secteur agricole. Il y a lieu de chercher a comprendre leurs projets, de mieux apprehender leur mode de fonctionnement et de les impliquer dans le financement des activites agricoles.

Il y a lieu aussi de renforcer l’Unite de Promotion des Investissements dans le Secteur Agricole (UPISA) pour la porter a faire effectivement le lien avec le secteur prive. Les attributions de 1’UPISA sont a clarifier, pour la porter a jouer normalement son role et a remplir d’eventuelles nouvelles attributions capables de rendre plus efficace dans la promotion des investissements dans le secteur.

Pour remplir convenablement son role, l’UPISA doit :

* Disposer du personnel competent
* Etre dotee des ressources necessaires'
* Aider dans la promotion et l’appropriation du PNIA
* Aider a la creation d’un environnement securitaire pour l’investissement.

Si l’UPISA et l’UEP deviennent fortes, meme le probleme de l’instabilite au niveau du Haut Management du Ministere de l’Agriculture peut etre attenue.

L’Etat doit considerer l’Agriculture comme un secteur prioritaire et, a ce titre, cela doit se traduire manifestement dans son budget. Une participation importante de l’Etat, a travers le Tresor Public, au financement des programmes, projets et activites realises dans le secteur agricole est essentielle, non seulement pour assurer son developpement, mais aussi pour afficher clairement un interet reel pour le secteur.

Dans le meme temps, le MARNDR doit se mettre en conditions pour assurer effectivement le pilotage du secteur, en indiquant clairement ses choix et orientations, en rassurant les investisseurs potentiels et en faisant des rappels a l’ordre quand c’est necessaire.

Il faut aussi une bonne communication pour faire connaitre le PNIA et les documents strategiques donnant les orientations du secteur. Ceci peut passer par des ateliers ou des seances d’information a Port-au-Prince ou au niveau des Departements, ou des presentations a l’occasion d’evenements organises dans leurs espaces par des institutions comme la Representation de la FAO ou du FIDA en Haiti.... La connaissance du PNIA peut etre amelioree par une diffusion des elements essentiels a travers des emissions speciales realisees dans les medias.

Dans la perspective de la creation d’un cadre global pouvant inciter les potentiels entrepreneurs a investir dans le secteur agricole, il y a des dispositions importantes a prendre. L’Etat peut investir dans des activites productives et rentables. Mais il doit surtout faciliter les investissements, accompagner les producteurs, garantir leur profit et les possibilites de reinvestissement. Il doit contribuer aussi a l’attenuation des risques et offrir des garanties au secteur prive pour le porter a investir dans le secteur agricole. La garantie d’achat par l’Etat des denrees produites et la reouverture des Magasins de l’Etat semblent etre des voies de salut.

Enfin, il faut penser a la creation d’un Task Force pour reflechir sur les elements de resilience du systeme et pour faire des propositions pouvant faciliter les investissements dans le secteur agricole.

BIBLIOGRAPHIE

**BID,** 2016. Flux financiers publics et prives dans l’agriculture. CIRAD.

**Benedique Paul** (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, *« Chapitre 9. Le financement de l’innovation et de la productivity en milieu rural* », 37p, CIRAD-BID

**Benedique Paul**, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, « *Chapitre 8. Renforcement du systeme d’innovation »*, 49p, CIRAD-BID

**Gael Pressoir et AL** (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, « *chapitre 6 : Les filieres agricoles Haitiennes : un marche interieur a reconquerir »*, 47p, CIRAD-BID

**Gael Pressoir**, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, « *Chapitre 10.Role de l’investissement dans l’enseignement superieur et la recherche en agriculture* », 23p, CIRAD­BID

**Geert van Vliet et AL** (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement « *Chapitre 7.La problematique fonciere en Haiti : Comment questionner les politiques publiques* », 38p CIRAD-BID

**Geert van Vliet**, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement : « *Chapitre 14. Gouverner l’agriculture haitienne autrement ?* », 26p

**Jean Payen** (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, « *Chapitre 12. Quelle politique d’investissement public pour les infrastructures rurales* ?, 63p, CIRAD-BID

**Jean Payen**, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, « *Chapitre 11. Appreciation des projets finances par la Cooperation Exterieure dans le secteur agricole et rural, avec une attention particuliere portee au portefeuille de la BID* », 50p, CIRAD-BID

**MARNDR,** 2011. Politique de developpement agricole 2010-2025.

**MARNDR,** 2010. Plan National d’Investissement Agricole

**Michel Benoit-Cattin**, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement : « *Chapitre 1- L’agriculture dans l’yconomie globale haitienne »: une vue d’ensemble* », 32p, CIRAD-BID

**Ministere de I’Environnement (MDE**), (2003, Presentation synthetique des Etudes de Vulnerability et l’Adaptation aux Conditions Climatiques Extremes en Haiti et dans la Caraibe, PROGRAMME DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES, Sous-Programme du Plan National d’Adaptation (PANA) ;

**Sandrine Freguin-**Gresh et AL, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, « *Chapitre 5. Situation actuelle et dynamiques de l’agriculture en Haiti: Proposition d’un outil d’analyse pour conceptualiser et cibler des interventions* « sur mesure », 22p, CIRAD­BID

**Smucker G.R. et al**, 2006 : Vulnerabilite environnementale en Haiti, conclusions et recommandations (USAID) ;

**Thierry Giordano**, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement « *Chapitre 2- Diagnostic global de croissance et implications pour le secteur agricole, »,* 55p, CIRAD-BID

**Thierry Giordano**, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, « *Chapitre 13. Flux financiers publics et prives dans l’agriculture »,* 31p, CIRAD-BID

**Thomas Poitelon et AL** (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement. « *Chapitre 4. Vulnerabilite et gestion des risques naturels et commerciaux* », 52p, CIRAD-BID

**Vincent Geronimi** et **AL**, (2016), Une etude exhaustive et strategique du secteur

agricole/rural haitien et des investissements publics requis pour son developpement, « *Chapitre 3. Agriculture et capital naturel: enjeux de soutenabilite* », 39p, CIRAD-BID

**ANNEXES**

ANNEXE I

***Budget detaille du PNIA 2016-2021 (‘000 USD)***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axes** | **2016-2017** | **2017-2018** | **2018-2019** | **2019-2020** | **2020-2021** | **Total** |
| **1. Infrastructures agricoles et amenagement de bassins versants** |  |  |  |  |  |  |
| **1.1. Irrigation** |  |  |  |  |  |  |
| 1.1.1. Curage et deblayage canaux primaires et secondaries | 14,000.00 | 1,000.00 | 1,000.00 | 1,000.00 | 1,000.00 | 18,000.00 |
| 1.1.2. Rehabilitation des systemes d’irrigation avec recherche plus d’efficacite | 12,000.00 | 12,000.00 | 12,000.00 | 12,000.00 | 12,000.00 | 60,000.00 |
| 1.1.3. Implantation de nouveaux systemes d’irrigation plus modernes | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 100,000.00 |
| 1.1.4. Renforcement et consolidation des associations d'irrigants | 1,000.00 | 1,000.00 | 1,000.00 | 1,000.00 | 1,000.00 | 5,000.00 |
| 1.1.5. Appui au developpement de l'irrigation par pompage | -- | 125.00 | 125.00 | 125.00 | 125.00 | 500.00 |
| 1.1.6. Developpement de serres pour la maitrise de 1’eau | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 100,000.00 |
| **1.2. Amenagement de bassins versants** |  |  |  |  |  |  |
| 1.2.1. Etablissement de haies vives avec canne-a- sucre, ananas, figue- banane | 1,571.35 | 1,571.35 | 1,571.35 | 1,571.35 | 1,571.35 | 7,856.75 |
| 1.2.2. Reboisement | 1641.50 | 1641.50 | 1641.50 | 1641.50 | 1641.50 | 8,207.50 |
| 1.2.3. Appui au developpement de systemes agro-forestiers | 2,000.00 | 2,000.00 | 2,000.00 | 2,000.00 | 2,000.00 | 10,000.00 |
| 1.2.4. Mise en place de seuils en pierre seche (mise en defens) | 2,250.00 | 2,250.00 | 2,250.00 | 2,250.00 | 2,250.00 | 11,250.00 |
| 1.2.5. Correction de ravines | 4,000.00 | 4,000.00 | 4,000.00 | 4,000.00 | 4,000.00 | 20,000.00 |
| 1.2.6. Protection berges de rivieres | 12,000.00 | 12,000.00 | 12,000.00 | 12,000.00 | 12,000.00 | 60,000.00 |
| 1.2.7. Implementation de micro-retenues | 2,200.00 | 2,200.00 | 2,200.00 | 2,200.00 | 2,200.00 | 11,000.00 |
| 1.2.8. Construction de retenues collinaires | 2,175.00 | 2,175.00 | 2,175.00 | 2,175.00 | 2,175.00 | 10,875.00 |
| 1.2.9. Construction et equipement d'un laboratoire de sol | 0 | 300.00 | 0 | 0 | 0 | 300.00 |
| 1.2.10. Installation de station hydro meteorologique | 0 | 300.00 | 0 | 0 | 0 | 300.00 |
| 1.2.11. Analyse et cartographie de sols | 0 | 117.00 | 266.88 | 266.88 | 266.88 | 917.637 |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2. Developpement des productions vegetales, animates et de la peche** |  |  |  |  |  |  |
| **2.1. Elevage** |  |  |  |  |  |  |
| 2.1.1. Appui a la filiere avicole | 10,600.00 | 6,600.00 | 6,600.00 | 6,600.00 | 6,600.00 | 37,000.00 |
| 2.1.2. Appui au developpement de l'elevage bovin mixte | 1,600.00 | 1,600.00 | 1,600.00 | 1,600.00 | 1,600.00 | 8,000.00 |
| 2.1.3. Renforcement de l’elevage caprin | 3,300.00 | 300.00 | 300.00 | 300.00 | 300.00 | 4,500.00 |
| 2.1.4. Programme de developpement de l’apiculture | 400.00 | 400.00 | 400.00 | 400.00 | 400.00 | 2,000.00 |
| **2.2. Peche et aquaculture** |  |  |  |  |  |  |
| 2.2.1. Appui au developpement de la peche et aquaculture | 5,012.35 | 9,151.60 | 5,912.60 | 5,652.10 | 4,918.85 | 30,647.00 |
| **2.3. Production vegetales** |  |  |  |  |  |  |
| 2.3.1. Mise en place d’un laboratoire de qualite des engrais | 380.00 | 753.50 | 1,040.00 | 205.00 | 0 | 2,378.50 |
| 2.3.2. Finalisation de la loi sur les semences | 0 | 250.00 | 0 | 0 | 0 | 250.00 |
| 2.3.3. Appui a la production et stockage de semences | 225.00 | 225.00 | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 1,200.00 |
| 2.3.4. Facilitation de l’acces a des intrants | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 20,000.00 | 100,000.00 |
| 2.3.5. Subvention d’outillages et equipements agricoles | 3,000.00 | 3,000.00 | 3,000.00 | 3,000.00 | 3,000.00 | 15,000.00 |
| 2.3.6. Subvention d’equipements de stockage | 300.00 | 300.00 | 300.00 | 300.00 | 300.00 | 1,500.00 |
| **2.3. Appui a la commercialisation et la transformation** |  |  |  |  |  |  |
| 2.3.1. Entretien et extension du reseau de pistes rurales | 1,650.00 | 2,337.50 | 2,337.50 | 2,337.50 | 2,337.50 | 11,000.00 |
| 2.3.2. Mise en place d'un programme de stock alimentaire strategique | 0 | 9,000.00 | 0 | 0 | 0 | 9,000.00 |
| 2.3.3. Construction de marches et collaboration avec autorites communales et policieres | 50.00 | 5050.00 | 5050.00 | 5050.00 | 5050.00 | 20,250.00 |
| 2.3.4. Information sur les marches (nationaux et internationaux) | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 1,250.00 |
| 2.3.5. Appui a l'equipement et procedes pour la transformation de la canne | 500.00 | 1000.00 | 1000.00 | 1000.00 | 1000.00 | 4,500.00 |
| 2.3.6. Appui a la preparation du cacao | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 100.00 | 500.00 |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| fermente (procedes, normes du marche international) |  |  |  |  |  |  |
| **3. Developpement des services publics agricoles** |  |  |  |  |  |  |
| **3.1. Recherche, formation, vulgarisation** |  |  |  |  |  |  |
| 3.1.1 Formation d’eleveurs | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 1,250.00 |
| 3.1.2. Formation a 1'utilisation et entretien des outils et equipements | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 250.00 | 1,250.00 |
| 3.1.3. Construction de deux ecoles moyennes | 0 | 0 | 1,750.00 | 1,750.00 | 0 | 3,500.00 |
| 3.1.4. Reconstruction de la FAMV | 1,000.00 | 2,500.00 | 3,500.00 | 3,000.00 | 0 | 10,000.00 |
| 3.1.5. Etudes techniques de bassins versants | 240.00 | 560.00 | 0 | 0 | 0 | 800.00 |
| 3.1.6. Recherche sur les aliments non conventionnels pour betails (moringa, jatropha,) | 300.00 | 300.00 | 300.00 | 300.00 | 300.00 | 1,500.00 |
| 3.1.7. Recherche agricole (filieres, utilisation d’engrais,...) | 630.00 | 1205.00 | 1,410.00 | 1,410.00 | 645.00 | 5300.00 |
| 3.1.8. Recherche et vulgarisation sur l'utilisation des produits phytosanitaires | 150.00 | 150.00 | 150.00 | 150.00 | 150.00 | 750.00 |
| 3.1.9. Vulgarisation et renforcement du systeme d’innovations | 16,102.21 | 15,537.28 | 3,885.00 | 3,885.00 | 3,885.00 | 43,294.49 |
| **3.2. Protection sanitaire** |  |  |  |  |  |  |
| 3.2.1. Service de sante animate et de surveillance epidemiologique (vaccination, prevention) | 2200.00 | 2,200.00 | 2,200.00 | 2,200.00 | 2,200.00 | 11,000.00 |
| 3.2.2. Mise en place de centres departementaux de sante animale | 0 | 750.00 | 750.00 | 750.00 | 750.00 | 3,000.00 |
| 3.2.3. Controle de qualite des semences | 150.00 | 150.00 | 150.00 | 150.00 | 150.0 | 750.00 |
| 3.2.4. Definition du cadre legal de la protection sanitaire | 0 | 0 | 305.00 | 0 | 0 | 305.00 |
| 3.2.5. Controle de qualite et de tracabilite de produits agricoles | 3,517.21 | 2,871.27 | 2,007.84 | 1,370.61 | 0 | 9,766.92 |
| **3.3. Appui au financement de l’agriculture** | 5,000.00 | 5,000.00 | 5,000.00 | 5,000.00 | 5,000.00 | 25,000.00 |
| **3.4. Renforcement institutionnel** | 1,125.00 | 1,125.00 | 1,125.00 | 1,125.00 | 1,125.00 | 5,625.00 |
| **Total** | **173,119.62** | **175,846.00** | **153,402.67** | **150,864.94** | **143,041.08** | **796,274.31** |

**ANNEXE II**

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Guito LAURORE, Ministre MARNDR

Patrix SEVERE, Secretaire d’Etat a la Production Vegetale - MARNDR

Maxene ESTIME, Secretaire d’Etat a la Production Animale - MARNDR

Garry AUGUSTIN, Directeur a la Direction de l’Innovation - MARNDR

Jean Marie Robert CHERY, Conseiller Technique Principal PTTA / RESEPAG

Jean Lesky DOMINIQUE, Coordonnateur du Secretariat Technique de la Direction Generale - MARNDR

Oge PIERRE-LOUIS, Directeur Service Forestier et Sols

Jean-Robert JEAN-NOEL, Consultant -MARNDR

Pascal Pecos LUNDI, Fonctionnaire - MARNDR

Nolex FONTIL, Coordonnateur de l’Unite d’Etudes et de Programmation

Michel CHANCY, Universite Quisqueya / Ex- Secretaire d’Etat a la Production Animale (2008-2016)

Bruno JACQUET, BID

Franco JEAN-PIERRE, Directeur General de l’ODVA

Christophe SAINT-LOUIS, Coordonnateur de la Composante Agricole a l’ODVA

Gerald TELFORT, Directeur Recherche et Formation, a l’ODVA

Yvon ETIENNE, Directeur Production et Sante Animales a l’ODVA, et Coordonnateur du

Projet de Cooperation Taiwan-Haiti / Artibonite

Gary Bonhomme, Cadre senior DDA Ouest et Responsable des Ressources Naturelles

Vladimir PODGONY, Directeur DDA Grande-Anse

Elancie MOISE, Directeur DDA Sud

Dagobert JEAN-LOUIS, Directeur DDA Nippes

Romy JOSEPH, Responsable de Programme ROCANIP (Miragoane)

Roland TRASILNA, Coordonnateur Projet Achats Locaux PAM (Nippes)

Gene RENAUD, Directeur DDA Artibonite.

Fresnel STEPHEN, Ingenieur-Agronome DDA Artibonite

Marcelyn NOVEMBRE, Cadre DDA Artibonite

Amos JEANNITE, Responsable Production et Sante Animales, DDA Artibonite

Makendy SAINT-FORT COLIN, Responsable BAC Gonaives

Chrisbener LINDOR, Responsable BAC Gros-Morne

Oberde INNOCENT, Administrateur DDA Artibonite

Dieula BIEN-AIME, President de RACPABA (Petite- Riviere de l’Artibonite)

Fresnel LOUIS, President de l’APMP (Moreau-Paye, Pont-Sonde)

1. Cette synthese est produite essentiellement des travaux elabores par le CIRAD pour le compte de la BID en 2016 [↑](#footnote-ref-2)
2. Ces indicateurs developpes par Kaufmann, Kraay, and Mastruzzi (2010) prennent en compte six dimensions de la gouvernance : le controle de la corruption, l’efficacite des pouvoirs publics, la stabilite politique et l’absence de violence ou de terrorisme, la qualite de la reglementation, l’etat de droit, et la liberte d’expression et la responsabilite democratique. Ils prennent des valeurs comprises entre -2,5 et +2,5, [↑](#footnote-ref-3)
3. L'indice de Gini indique dans quelle mesure la repartition des revenus (ou, dans certains cas, les depenses de consommation) entre les individus ou les menages au sein d’une economie s’ecarte de l’egalite parfaite. Le coefficient de Gini est compris entre 0 (egalite parfaite) et 100 (inegalite absolue). Plus l’indice est proche de 100, plus l’inegalite est forte [↑](#footnote-ref-4)
4. Le ratio credits distribues / depots regus renseigne sur le niveau de liquidite des banques et sur leur implication dans le financement de l’economie, le role des banques etant de transformer des depots a plus ou moins court terme en des credits a moyen-long terme [↑](#footnote-ref-5)
5. <http://www.brh.net/tableaux/partdesva.pdf> [↑](#footnote-ref-6)
6. [http://agriculture.gouv.ht/view/01/?Recensement-General-de-l-465#.WCR1YcmBJ0Q](http://agriculture.gouv.ht/view/01/?Recensement-General-de-l-465%23.WCR1YcmBJ0Q)

   MARNDR, politique d’irrigation 2012-2016, 46p [↑](#footnote-ref-7)
7. **Thierry Giordano**, (2016 : **Thomas Poitelon et AL** [↑](#footnote-ref-8)
8. IBID [↑](#footnote-ref-9)
9. **Benedique Paul,** (2016) [↑](#footnote-ref-10)
10. Valeur ajoutee par l’agriculture/superficie consacree a l’agriculture correspondant a un rendement net, la valeur ajoutee etant la valeur de la production deduction faite du cout des intrants employes [↑](#footnote-ref-11)
11. L’indicateur de productivite du travail correspond au ratio valeur ajoutee par l’agriculture/population active agricole [↑](#footnote-ref-12)
12. MDE-Haiti (2015), COP21-Contribution Prevue Determinee au niveau National [↑](#footnote-ref-13)
13. Cf. Art. 94 a 96 /Decret du 17 mai 2005 portant sur l’organisation de l’administration centrale. Le Moniteur du 06 juillet 2005. Special No 6 [↑](#footnote-ref-14)